

X46- Démocraties Directes : à l'écoute des modèles...

Émission du 08/09/2025 sur DDs Médias
https://www.amdfrance.org/index.php/medias/amdf/#x46
Musique : Kipling – Carmin. D
https://hyperfollow.com/carminD

Laurent Louis, né en 1980 à Nivelles, est une figure politique belge au parcours singulier, souvent controversé, mais marqué par une constance dans la contestation des pouvoirs établis. Après des études de droit à l'Université catholique de Louvain, il s'engage au sein du Mouvement réformateur avant d'être élu député fédéral en 2010 sur la liste du Parti populaire. Son mandat parlementaire est rapidement remarqué : ses prises de parole, souvent virulentes, bousculent l'hémicycle et le placent en marge de la scène politique traditionnelle.

Exclu du PP, il fonde successivement plusieurs mouvements, dont le Mouvement libéral-démocrate, puis *Debout les Belges*, et se rapproche un temps du Parti Islam, affirmant ainsi une volonté de donner la parole aux communautés marginalisées. Ses engagements le placent dans la tourmente médiatique : accusations de négationnisme, scandales liés à ses dénonciations de la pédocriminalité et controverses sur ses alliances lui valent une réputation sulfureuse. Laurent Louis revendique cependant une transparence totale, affirmant que son casier judiciaire est vierge, et voit dans ces attaques la marque d'un "assassinat social" orchestré par un système qu'il dénonce comme antidémocratique.

Aujourd'hui, il revient sur le devant de la scène avec *Révolution*, un mouvement novateur qui entend abolir les partis traditionnels et instaurer une démocratie directe grâce aux technologies Web3 et à la blockchain. Pour lui, la souveraineté populaire doit passer par une souveraineté monétaire et politique, libérée de l'emprise des élites et des institutions. Sa vision repose sur l'idée que le peuple est assez mûr pour décider directement, sans médiations partisanes.

Laurent Louis se présente ainsi non seulement comme un dissident politique, mais aussi comme un militant de la réconciliation nationale, refusant les divisions communautaires et plaidant pour une union des citoyens, quelles que soient leurs origines. Derrière les polémiques, il construit le portrait d'un homme qui, se disant fidèle à ses combats, a trouvé dans la technologie un nouvel outil pour transformer la société.

[Intervenant 2] (2:04 - 2:13)
Bonsoir à tous, bonsoir à tous nos auditeurs, bonsoir Laurent, bonsoir Kali, j'espère que tout va bien pour vous Laurent.

[Intervenant 1] (2:14 - 2:17)
Bonsoir, oui tout va bien, merci de m'inviter.

[Intervenant 2] (2:18 - 12:31)
C'est avec grand plaisir que nous vous invitons dans le cadre des émissions de démocratie directe à l'écoute des modèles, puisque ça fera bientôt un an, le 25 septembre d'ailleurs, nous dirions un space à l'ancienne, avec notre côte ici présente Kali, pour fêter les un an de nos émissions, où régulièrement, une à deux fois et parfois même trois fois par semaine, nous avons fait des émissions pour présenter tout ce qui peut être en rapport avec la démocratie directe, avec des S, puisque c'est notre leitmotiv.

Nous essayons de promouvoir à la fois une forme de développement intérieur, une reprise du pouvoir politique des personnes, et à ce titre, nous vous invitons. Vous êtes pratiquement un des derniers, non pas que nous ne vous connaissons pas, je vous suis depuis très longtemps, comme nous avons pu échanger lors de la préparation de l'émission, mais simplement parce que votre actualité grandissante dans votre pays fait que la rentrée est aussi en Belgique, et pas qu'en France, malgré qu'aujourd'hui et après-demain, nous allons avoir, vous êtes au courant, une actualité brûlante. Je vais prendre quelques instants pour expliquer qui nous sommes, pour ceux qui nous découvraient.

Nous vous souhaitons la bienvenue à tous à Démocratie directe avec des S, bien entendu, et à l'AMDF, l'association des mairies démocrates de France, qui est le pendant juridique moral de cette initiative citoyenne à la base. On présente et on défend du pluralisme en matière de modèle démocratique direct. On essaie de promouvoir la citoyenneté décisionnelle et applicative, et on proconise à chaque fois, et surtout avec cette actualité, la protection de l'intégrité psychique, physique, financière et sociale.

Des gens qui veulent bien nous suivre ou des gens qui sont dans une forme de révolution, puisqu'on va employer le terme ce soir avec vous, Laurent. Alors on est composé de citoyens qui prennent un éveil intérieur, comme je le disais, individuel, au service du collectif, un cheminement vers une première démocratie directe, ainsi que l'information et l'action de réappropriation de notre pouvoir politique, au niveau local, bien entendu, avec l'association des mairies démocrates de France, même moi je fais le lapsus, et au niveau local comme au niveau du national. Dans ces émissions, nous vous informons des idées, des propositions, des actions de personnes, des mouvements, d'où votre invitation ce soir, Laurent, que ce soit sous forme d'association ou de partie, puisque vous vous êtes constitué en partie, dans des évisions qui se veulent bienveillantes, bien entendu, mais aussi qui pratiquent la divergence d'opinion, et parfois posent quelques questions qui grattent ou qui peuvent éventuellement déranger, mais vous avez la couenne dure pour ceux qui vous connaissent. Nous revendiquons une neutralité à partisane, et à ce titre nous précisions qu'informer, soumettre, partager ou diffuser ne veut pas dire forcément que nous adhérons à tout ce que nous vous proposons.

La polémique stérile, les attaques personnelles, les procès d'intention n'ont pas leur place dans cet agora et dans nos émissions, de même que nous évitons de parler de sexualité, de santé, de religion, de spiritualité aussi, et aussi parfois du vote. Bon, ça va être compliqué, simplement parce qu'on estime que ça doit être de la sphère privée, mais des fois notre thématique d'émission nous oblige à aborder de façon généraliste, conceptuelle, on va dire, et philosophique parfois, voire anthropologique, ces sujets-là. Néanmoins, aucune censure d'expression ne sera pratiquée dans le respect de la législation en cours, et vous êtes bien placé, mon cher Laurent, pour connaître les problématiques de législation.

Nous allons en parler dans la première partie de l'émission, où nous ferons la présentation de votre personne. L'opposition bienveillante, bien entendu, la critique constructive, respectueuse, la divergence d'opinion sont vivement encouragées, car pour nous la citoyenneté est une valeur transversale que nous devons développer au sein de notre humanité. Et puis nous avons un petit slogan, Laurent Louis, je pense qu'il risque de vous plaire, le candidat et le programme, c'est vous.

Donc même si beaucoup de démocrates sont force de proposition, ils ont décidé d'œuvrer dans la consultation et le respect des décisions de leurs concitoyens, et nous pensons sans aucun problème que vous faites partie évidemment, mon cher Laurent, de ce cas de figure. Alors je vais vous présenter, effectivement, en préparant cette émission, vous m'avez fait remarquer que c'était quasiment peut-être, on pourrait considérer une présentation, non pas à charge, mais quelque peu acide. Néanmoins, dans les présentations que nous faisons de nos invités, nous essayons de nous faire écho de la médiatisation et du passé en toute transparence, et c'est aussi en toute transparence que vous allez pouvoir répondre à cette présentation.

Alors, Laurent Louis, vous êtes un politicien belge né en 1980, avec un cours académique incluant des études secondaires au collège Saint-Gertrude de Nivelles, pour ceux qui connaissent la Belgique, et des études en droit à l'université catholique de Louvain. Vous avez commencé votre carrière politique en 2007, en rejoignant le mouvement réformateur, le MR, où vous avez occupé des postes comme président des jeunes de Nivelles et collaborateur de la députée Florence Reuter. Alors, ça n'a peut-être pas parlé à beaucoup d'entre nous, qu'on ne connaît pas forcément des Belges ni de cœur, ni d'adoption, mais au moins peut-être de cœur.

En 2010, vous avez été député fédéral sur la liste du Parti populaire, le PP, plus connu en abréviation en Belgique, devenant le seul parlementaire. Vous avez été député de 2010 à 2014. C'est d'ailleurs à cette période-là que j'ai eu la chance, la surprise et la saveur de pouvoir découvrir vos interventions très couleur au Parlement belge.

Vous avez été affilié aussi à plusieurs parties. Vous êtes bien entendu une figure controversée, avec des députés fédéraux, considérée en tant que militant avec des positions extrêmes, marquées par des scandales, n'ayant pas peur du mot, dans le sens étymologique du terme, mais rajoutons-en retentissant, accusations graves, reliées en public, condamnations pour diffamation, condamnées pour négationnisme et soi-disant une implication pour la société en crypto-monnaie. Je dis soi-disant parce que nous allons débunker quand même tout cela.

Il serait enfin grand temps que la page Wikipédia, comme tout le monde le sait, qui n'est plus qu'un outil de propagande, n'est plus du tout malheureusement pour les hommes politiques quels qu'ils soient ou pour les personnes œuvrant dans la médiatisation indépendante ou d'opposition, on va dire. On sait bien que maintenant Internet et Wikipédia sont des œuvres de fabrication des opinions, mais aussi de diffamation organisée, il n'y a pas d'autre mot. Donc vous aurez tout le loisir de vous expliquer à ce sujet.

– Pas de problème. – Vous avez été exclu du PP, donc du Parti populaire, en 2011, et vous avez fondé le mouvement libéral-démocrate, qui a été classé, tiens, comme par hasard, à l'extrême droite, puis rejoint le Parti islamo en 2013, car vous avez eu un engagement avec nos compatriotes musulmans, dont nous pourrons parler, si vous le désirez, et en 2013, le mouvement aussi Debout les Belges. Alors, bien entendu, les autorités belges ont tout fait, comme Chloé Favry, de l'autre côté des frontières avec la Suisse, que nous avons reçue il y a quelques semaines, pour vous discréditer, voire vous diffamer, une tentative d'assassinat social, on peut éventuellement employer tout à fait le mot.

Alors, vous avez, bien entendu, été associé avec Diodonné, avec Alain Soral, en avril 2012, vous avez choqué l'opinion en diffusant des photos d'autopsies des victimes du dossier Dutroux, puisque vous vous engagez aussi contre la pédocriminalité internationale, ce qui est tout à votre honneur, mais visiblement, là aussi, si nous remontons donc presque 13 ans en arrière, vous avez été victime, encore une fois, d'une forme de chasse aux sorcières. Vous avez même osé accuser le premier ministre de l'époque, Elio Di Rupo, de pédophilie, provoquant, bien entendu, l'abomination du Parlement. Vous avez été condamné, d'après Wikipédia, pour diffamation sur ce dossier.

Alors, on en rajoute, vous avez foulé le drapeau israélien en 2013, condamnation pour antisémitisme. En juin 2014, vous avez été condamné à 8 mois de prison avec sursis pour diffamation. C'est toujours selon les médias.

En 2015, vous avez été à nouveau, soi-disant, condamné pour négationnisme, avec une peine de 6 mois de prison ferme avec sursis, etc. Saisie de la cour d'appel de Bruxelles, qui a confirmé, soi-disant, son culpabilité. Je dis « soi-disant » parce qu'on va débunker tout ça, ça me semble important, mais il faut en parler parce que personne qui vous googlelise, comme on dit, serait très fort surpris de voir ce casier judiciaire bien rempli.

[Intervenant 1] (12:32 - 12:36)
C'est le but, le but c'est la transparence. Quand on n'a rien à cacher, on est transparent.

[Intervenant 2] (12:36 - 14:41)
Tout à fait. En 2016, on vous implique pour la promotion du OneCoin, qui est donc considéré comme une arnaque liée aux crypto-monnaies. Vous avez été fait l'objet d'enquêtes pour escroquerie.

Nous sommes maintenant fin 2025. Je vous expliquerai où en sont à peu près tous ces soi-disant dossiers. Encore une fois, je suis de parti pris puisque je vais fournir une pièce sans ambiguïté qui montrera aussi non seulement votre transparence, mais aussi la faculté que vous avez à pouvoir répondre aux attaques dans la durée et de garder votre probité sans aucun problème.

Aujourd'hui, c'est surtout pour ça qu'on va vous recevoir, même si, encore une fois, nous nous intéressons au jeu. Vous avez sorti Révolution, un mouvement qui vise à instaurer une démocratie directe via la technologie Web3. Nous avons beaucoup de points communs sur le fait que nous nous penchons avec intérêt et avec pratique sur la technologie qui permet aujourd'hui de pouvoir passer à une autre forme de démocratie directe avec beaucoup plus d'accessibilité à la fois pour le citoyen comme pour les gens qui veulent œuvrer dans cette direction.

Vous voulez abolir les partis politiques et vous rejetez pratiquement toutes les structures politiques traditionnelles en mars et pour terminer, nous y revoyons, vous préconisez une épargne souveraine en crypto-monnaie puisque pour vous, le sujet de la monnaie est quelque chose de crucial, indépendant et qui fait partie de notre capacité de libération. N'ayons pas peur des mots. Alors effectivement, nous n'avons qu'1h30 pour des raisons organisationnelles que vous nous avez accordées.

C'est un grand plaisir, Laurent. Oui, nous vous remercions pour cela. Première question, Laurent, comment allez-vous et surtout qu'avez-vous à rajouter sur ce portrait brossé actuellement ?

[Intervenant 1] (14:42 - 23:30)
Écoutez, oui, on a vu le portrait du grand méchant loup et il n'en est jamais autrement lorsqu'une personne dit des vérités qui dérangent. On ne vit pas dans un monde de bisounours, c'est-à-dire que le pouvoir auquel je m'attaque est un pouvoir qui est omnipotent, qui détient tous les outils pour pouvoir faire d'un brave type une ordure et vice-versa, bien évidemment, suffisamment d'ordures qui sont vraiment portées en triomphe et considérées comme des gens extraordinaires. À partir du moment où vous osez dire la vérité, à partir du moment où vous menez un combat pour la justice, où vous osez dire les choses telles qu'elles sont, je ne reviens sur aucun propos que j'ai tenus.

Oui, j'ai voulu montrer aux gens les photos d'autopsies de Julie et Mélissa dans l'affaire Dutroux. Pourquoi ? Parce qu'elles sont la preuve qu'il y a eu un mensonge d'État au niveau de ce dossier.

Il est quand même grave que dans un pays comme la Belgique, où il y a eu deux grandes affaires criminelles, c'est les tueries du Brabant dans les années 80 et l'affaire Dutroux dans les années 90-2000, et dans ces deux affaires, on a étouffé la vérité. Ça en dit long sur l'État de ce pays que j'ai représenté. Et c'est assez honteux, je dois quand même bien l'avouer.

Oui, j'ai eu des propos à l'encontre du Premier ministre de l'époque et je les maintiendrai. C'est une chose que tout le monde sait, mais que personne ne dit. Vous ne pouvez pas imaginer le nombre de témoignages que j'ai reçus.

On dit que c'est facile, mais les témoignages quand vous allez en rue dans les villes que cet individu a l'habitude de fréquenter, c'est incroyable. Et on passe sur les PV qui ont été faits par des policiers qui, à chaque fois, ont eu des sanctions parce qu'ils étaient là au mauvais endroit, au mauvais moment, et qu'ils ont eu l'audace de rédiger un PV, enfin bref. À chaque fois que vous dénoncez que ce soit ça, que ce soit la pédocriminalité, que ce soit la corruption de nos élus, forcément vous vous attaquez au pouvoir en place.

Et que doit faire le pouvoir en place ? Salir celui qui porte ce message. Pour que faire ?

Pour que les gens se détournent de ce qu'il a à dire. C'est une pratique extrêmement courante. Vous avez dit que j'ai été condamné peut-être cinq fois.

Eh bien moi je dis que c'est faux. Et justement, pour larguer mon honneur, j'ai voulu faire preuve de transparence avec vous, et je vous ai transmis mon casier judiciaire qu'on ne peut pas faire mentir. Mon casier judiciaire, il est vierge.

Si ce n'est une condamnation en France, justement, une condamnation dans une affaire qui m'opposait à Dieudonné, où, vous savez, à un moment donné, Dieudonné a voulu monter son âne en assurance. Et il m'avait désigné comme le directeur de cette âne en assurance pour le développer, trouver les bons partenaires. Et à un moment donné, j'ai bien compris que cette histoire d'âne en assurance allait surtout être une âne à escroquerie, ce que ça a démontré, puisque aujourd'hui, l'âne en assurance, ça n'existe plus.

Et donc j'ai quitté ce projet, et Dieudonné ne l'a pas vu d'un très bon oeil, et donc a publié un article, mais ignoble, à vomir sur ma fille, qui est lourdement handicapée, qui ne parle pas, qui ne marche pas, qui est nourrie par son, qui est totalement dépendante de nous. Et il l'a considéré comme un déchet humain que j'aurais dû tuer d'un coup de pelle et enterrer au fond de mon jardin. Les propos sont ignobles, et je vous en passe beaucoup parce que c'est un article, certains pourront encore le retrouver sur certains sites, mais véritablement ignobles où Dieudonné parle sous couvert, évidemment, ce n'est pas Dieudonné, mais c'est un criminel, peut-être un des plus grands criminels français qui s'exprime à sa place.

Et donc suite à cet article, que j'ai trouvé nauséabond, je lui ai envoyé un SMS en lui souhaitant de brûler en enfer. Et justement, le tribunal de Paris, dans cette décision, m'a condamné à une amende, avec sursis, donc ce n'est quand même pas énorme, je n'ai même pas fait appel pour ça, parce que c'est considéré comme une menace, alors que brûler en enfer, pour moi, c'est biblique, c'est plus symbolique qu'autre chose, bien évidemment, mais pas pour le tribunal. Donc là, le tribunal a été du côté de Dieudonné.

Je suis très fier d'avoir uniquement cette seule et unique condamnation à mon cas judiciaire, puisque c'est la réaction d'un papa qui a été outré par les propos qu'on a pu tenir contre sa fille, qui malheureusement ne peut pas se défendre. Et Dieu sait si, franchement, plutôt que d'avoir écrit brûler en enfer, vous ne pouvez pas imaginer ce que j'aurais souhaité lui faire à Dieudonné, après des propos aussi intolérables sur un enfant handicapé et totalement incapable de se défendre, c'était ignoble. Donc voilà, aujourd'hui, le cas judiciaire y parle pour moi.

Je déplore simplement qu'il y ait énormément de petits justiciers sur Internet qui se croient très malins et qui continuent à diffuser des fausses informations. Il y a eu des condamnations, ces condamnations ont toujours été effacées en appel, mais ça, on n'en parle pas. On a eu, évidemment, une condamnation pour des propos de négationnisme, par rapport aux chambres à gaz et autres, mais tout ça a été assorti d'une suspension du prononcé, ce qui est une mesure probatoire rare, qui est envoyée par le tribunal lorsqu'on se dit que cette condamnation ne doit pas être traînée comme un boulet par celui qui l'a subie, parce qu'il ne le mérite véritablement pas.

Ce qui est triste, c'est sûr que Wikipédia ne suit pas la logique de la justice, et elle, sur cet outil de propagande, va continuer à me poinçonner comme si j'étais un grand criminel. Et puis, évidemment, il y

a toutes ces accusations en matière d'escroquerie. Vous savez, après le Parlement, moi j'ai toujours été indépendant, il faut trouver un travail, il faut reprendre sa vie.

J'ai été victime d'un ostracisme d'État très clair, puisque chaque activité que j'ai essayé de redémarrer après mon mandat de député, ils me l'ont démobilisé, avec des poursuites directement, des menaces, des trolls, des fausses pages Facebook. Enfin bon, c'était très compliqué. Donc je me suis lancé dans la crypto-monnaie, et là, évidemment, c'est un domaine qu'ils ne maîtrisent pas.

Ils ne peuvent pas m'interdire l'accès à la crypto-monnaie. Ils peuvent m'interdire d'avoir un compte en banque, ils peuvent m'interdire l'accès à certaines professions, mais travailler dans la crypto-monnaie, ils ne peuvent pas, ce qu'ils ne maîtrisent pas, ils ne dirigent pas la crypto-monnaie. Il n'y a pas une société qui dirige la crypto-monnaie sur laquelle on peut faire pression pour m'éjecter.

Et donc, qu'est-ce qu'il a fallu faire ? Puisque je dois servir d'exemple, et que l'objectif de l'État belge, c'était non pas de me tuer, mais de me tuer professionnellement et socialement, c'est de voir, en fait, ma déchéance être publiée au grand jour sur les réseaux sociaux, voir Laurent Louis sous un pont, et si possible, s'il pouvait un jour trouver une corde pour se pendre, ce serait véritablement champagne pour tout le monde. Mais évidemment, je n'ai pas fait ça, j'ai une famille, j'ai un enfant, il faut que je me batte pour eux, et donc j'ai essayé de trouver des solutions.

Je les ai trouvées dans la crypto-monnaie, où j'aide les gens, justement, à sortir du système grâce à la crypto-monnaie. Sans elles, aujourd'hui, je serais mort. Il ne faut pas se voiler la face, sans elles, je serais totalement à la rue.

Et donc, il a fallu faire croire aux gens que tout simplement, ce que je proposais, c'était une escroquerie, et qu'en fait, mon objectif, c'était juste d'escroquer les gens. Mais aujourd'hui, je montre l'inverse, puisque je reviens en politique, et je ne serais pas revenu sans cela, avec un mouvement politique qui se base sur cette technologie blockchain pour exister. Parce que moi, si je suis encore là aujourd'hui, c'est grâce à la technologie blockchain aux crypto-monnaies.

Et si demain, on peut donner un avenir à nos pays, je pense que ce sera également grâce à cette technologie.

[Intervenant 2] (23:31 - 24:38)
Eh bien, merci, en tout cas, Laurent, pour cette transparence et cette tribune enflammée. Mais on peut le comprendre. Je vous connais comme un homme d'honneur et un homme avec une forte sensibilité et une humanité.

Et je suis heureux de pouvoir participer, non pas à cette réhabilitation, parce que nombre d'entre nous n'avait jamais cru à ce genre de diffamation. Nous avons aussi, en France, plein de gens qui ont été victimes de cette espèce… Comment dirais-je ?

Une forme, comme vous l'avez dit, ou je l'ai dit tout à l'heure, d'assassinat social. Nous avons dans l'Association des mairies démocrates de France une des personnes les plus douces et les plus intelligentes que je connaisse, qui est Étienne Chouard. Cette personne, quand on ne peut pas tuer le message, eh bien, on essaie de tuer le messager.

Il y a quand même encore des gens aujourd'hui qui pensent qu'Étienne Chouard est une personne d'extrême droite, fasciste et antisémite. Comme quoi, ils y arrivent tous les jours.

[Intervenant 1] (24:38 - 25:34)
Alors, il est totalement opposé de ça et que celui qui connaît Étienne sait que c'est un homme doux qui n'aura jamais un propos agressif ou offensant vis-à-vis d'une communauté. Il ne s'attaquera jamais à une religion. Il ne s'attaquera jamais à quelqu'un en fonction de la couleur de peau.

Mais vous savez, de toute façon, le terme « extrême droite », je sais, je suis soi-disant d'extrême droite.

Je ne suis pas d'extrême droite du tout. Ma fille, je l'ai adoptée, elle est algérienne.

Toute ma belle famille est en Algérie. C'est absurde. Mais c'est un terme qui est utilisé pour disqualifier tout simplement en conférençant qu'on ne croit plus, qu'on ne nous écoute pas.

Oh oui, c'est un gars d'extrême droite. Et plus encore dans un pays comme la Belgique, où nous sommes le seul pays au monde à avoir cette horreur que l'on appelle le cordon sanitaire, comme si on était dégueulasse, le cordon sanitaire qui interdit à toute personne étiquetée par qui ? Par eux, d'extrême droite, d'avoir la parole dans les médias.

[Intervenant 2] (25:35 - 26:50)
Alors, est-ce que vous pouvez, après on va revenir sur votre parcours, puisqu'on a terminé cette introduction, mais je voulais absolument qu'on en parle et qu'on passe tout de suite à autre chose. Expliquez-nous, on va faire une petite incise. J'en profite pour dire bonsoir à Kali, notre co-hôte historique, à l'époque où nous faisions des Space et nous allons en refaire prochainement, et aussi des visios avec interaction.

Bonsoir Kali, comment vas-tu ? Est-ce que tu nous entends bien ? Je sais que tu as quelques problèmes, malheureusement, de connexion.

Est-ce que tu peux nous dire un petit bonjour et saluer Laurent ? Eh bien non, ça ne le fera toujours pas, c'est pas grave. Kali va rester avec nous muet, mais éventuellement posera ses questions pertinentes à travers un chat privé que nous avons.

Alors, expliquez-nous, s'il vous plaît, Laurent, quel est ce fameux cordon sanitaire ? Est-ce que l'on ne le retrouve pas de la même manière en France ? Est-ce qu'on peut voir comment sont ostracisés certains de nos hommes politiques ou de nos décidents ?

Ou est-ce que c'est vraiment, quand vous parlez de cordon sanitaire, quelque chose qui est inscrit dans la législation ou c'est juste un constat de fait ?

[Intervenant 1] (26:50 - 28:57)
Ah, c'est une règle qui a été imposée par l'ensemble des partis politiques dits démocratiques. Donc, en fait, ils se sont regroupés en rues et ils ont dit pour qu'on ne puisse pas donner la parole aux autres, on va dire que c'est interdit. Comme ça, nous, on sera toujours les seuls à pouvoir s'exprimer, on sera toujours les seuls à avoir accès aux médias.

C'est quand même assez pratique. Donc, c'est un peu comme le front républicain, en fait, en France. C'est un peu cette logique-là.

Sauf que le front républicain en France est quand même beaucoup, beaucoup plus souple. Vous donnez la parole à Marine Le Pen, à Éric Zemmour, tandis qu'en Belgique, ces deux personnalités n'auraient tout simplement pas voix au chapitre. Ils ne paraîtraient jamais à la télévision.

Je ne sais pas si vous vous rendez compte de la difficulté que c'est. Par contre, Jean-Luc Mélenchon, ça y passerait, il n'y a pas de problème. Mais si vous êtes étiqueté extrême droite, vous n'avez accès à rien.

D'ailleurs, moi, je n'ai jamais été invité sur aucun plateau, sur aucune chaîne de télévision. Je n'ai jamais fait la moindre interview. C'est-à-dire que lorsque un journaliste parle de moi, c'est une voix off qui parle, ce n'est pas moi qui parle.

Donc, ça veut dire qu'on transforme tout ce que je dis, tout simplement. Et donc, c'est très pratique pour faire passer ces personnes comme des ordues. Il est quand même fort à rappeler qu'en Belgique, nous avons un énorme déficit démocratique, puisque, mis à part les partis politiques historiques, jamais aucun nouveau mouvement politique ne peut voir le jour.

Parce que dès qu'il y a quelque chose qui apparaît, hop, étiqueté extrême droite, comme ça, on n'en parle pas. Comment voulez-vous combattre des partis politiques puissants qui reçoivent des dotations publiques tous les mois, alors que vous, vous n'avez même pas le droit de vous exprimer ? Ce n'est pas la démocratie, ça.

Ça, c'est une dictature parti-cratique. Parce qu'ils sont juges des partis, c'est eux qui déterminent qui a le droit de parler et qui n'a pas le droit de parler. C'est à vous.

[Intervenant 2] (29:00 - 30:41)
Éclairer à la fois ma lanterne et celle de nos auditeurs, parce que nous ne sommes pas tous très au vu et avons une connaissance de la politique et de l'horizon politique belge. Est-ce que vous pouvez très, très rapidement nous expliquer, de droite à gauche, puisque vous faisiez des analogies, par exemple, avec Ex-Fonds National, le Rassemblement National, qui aujourd'hui est un des premiers partis de France parlementaire, et vous nous expliquez que dans votre pays, quelqu'un qui pèse 15, 20, 25, 30 % du corps électoral n'a pas le droit de citer. Est-ce que vous pourriez, dans un premier temps, très rapidement nous brosser et nous présenter un petit peu l'offre politique qu'il y a actuellement dans ce qu'on pourrait qualifier les partis d'État, je ne sais pas, ou le mainstream, tout dépend comment on présente la chose.

Est-ce que vous pourriez nous expliquer, hormis vous, s'il y a d'autres personnes qui, par exemple, en France, je pense directement à lui, parce que c'est quand même le cas de figure le plus intéressant, puisque c'est le fer de lance historique du Frexit avec M. François Asselineau de l'UPR, qui, lui, est complètement blacklisté de tous les médias, mais qui ne représente pas une force politique aussi grande et aussi aboutie, entre guillemets, que le... J'ai toujours du mal à dire le Rassemblement national, je suis désolé, pourtant je n'ai aucune présomption par rapport à ce mouvement.

Pour que les choses soient claires, que personne n'interprète, je suis transpartisan. Expliquez-nous ça un petit peu, Louis, s'il vous plaît.

[Intervenant 1] (30:41 - 31:24)
Moi, je voudrais simplement m'inscrire en faux par rapport aux pleurnicheries de l'UPR et de François Asselineau. Ce sont des pleurnicheries qui n'ont pas raison d'être. François Asselineau a été invité sur toutes les chaînes françaises, que ce soit de la plus petite à la plus grande.

Il a eu la possibilité de débattre avec les plus grandes personnalités politiques du pays lors des campagnes présidentielles. Il a été invité chez Ruquier, ce qui, moi, par exemple, a été totalement interdit par la direction de France 2. Donc, François Asselineau a accès à cette émission avec Ruquier.

Moi, pas du tout.

[Intervenant 2] (31:25 - 32:59)
Je me permets de vous couper, Laurent, excusez-moi, ce n'est pas trop notre façon de faire. On essaie de laisser parler les gens. Pour rétablir, non pas une vérité, parce que c'est votre regard à travers la Belgique, c'est que monsieur François Asselineau, comme d'autres d'ailleurs, ça n'est pas lié à François Asselineau, le corps des souverainistes, sauf certains qui ne dérangent pas trop.

Posons-nous peut-être les bonnes questions en accès au plateau téléministré aujourd'hui. Mais si monsieur François Asselineau, puisqu'on parle de lui, a eu accès aux médias, c'est parce qu'il y a une obligation légale dans notre pays, comme vous le savez, pendant les périodes électorales. Justement, c'est pour ça que ça nous intéresse de comprendre à la fois, je vous repose la question, le panel politique belge et la législation, puisque vous parliez du cordon sanitaire.

Parce que pour être très clair aujourd'hui, quelqu'un comme François Asselineau, et bien d'autres, bien entendu, en règle générale, toute la mouvance souverainiste que l'on dit soi-disant identitaire, avec toute la conocation négative que vous pouvez entendre, c'est comme l'extrême-droite, aujourd'hui on n'a plus le droit d'être patriote, on n'a pas le droit d'être souverainiste, on n'a pas le droit d'avoir une

identité.

Bref, vous connaissez un petit peu tout l'hiatus habituel de ce que l'on peut entendre. Expliquez-nous comment ça fonctionne en Belgique, quel est ce cordon sanitaire, quelle est l'offre politique belge, et quelle est la législation qui nous permet de comprendre pourquoi vous, vous n'arrivez même pas en période électorale à pouvoir vous exprimer, parce que ça nous semble quand même, là encore plus délirant de ce que nous, nous vivons en France.

[Intervenant 1] (33:00 - 38:55)
Tout simplement parce que la France est un état qui est plus démocratique que la Belgique. Quand j'étais au Parlement, j'ai fait des propositions de loi pour calquer la loi qui organise la période électorale sur la loi française. Pourquoi ?

Parce que vous avez beaucoup plus de pluralisme, vous avez cette obligation qu'ont les médias de donner la parole à n'importe quel représentant qui a la possibilité de se présenter à cette élection. Moi, demain, avec Révolution, je vais aller aux élections, j'aurai les signatures qu'il faut pour pouvoir le faire, il faut environ 5000 signatures de citoyens pour pouvoir se présenter aux élections. Ce n'est pas pour autant que les médias vont me donner la parole.

Tandis qu'au niveau français, c'est aussi une question de pognon, on est d'accord, il faut avoir de l'argent, mais vous avez les professions de foi qui sont envoyées, vous avez ces petits clips qui existent avant ou après les journaux télévisés. C'est une chance énorme, c'est une chance énorme de pouvoir toucher la population. Si moi, j'avais ça, mais je ne demande que ça, c'est de pouvoir m'exprimer pendant cinq minutes, deux minutes, trois minutes pour pouvoir aller sur l'essentiel.

Mais nous n'avons même pas ce droit-là. En Belgique, en fait, nous avons... C'est déjà très fracturé entre la Wallonie, qui est francophone, et la Flandre, qui est néerlandophone.

Parlons même pas de Bruxelles, on a encore les cantons germanophones, donc c'est complexe. Dans les cantons germanophones, il y a des parties germanophones qui n'ont rien à voir et qui n'existent pas dans le reste du pays. En Wallonie et en Flandre, nous n'avons pas les mêmes partis politiques, ils n'ont pas les mêmes idées non plus, mais on est dans un pays où c'est la politique de la coalition, ce que les Français ne savent pas faire.

Moi, je regarde ce qui se passe en France aujourd'hui et je me dis que c'est incroyable. Ils n'ont pas compris comment on travaille. On fait une coalition, en fait.

Il suffit juste de se mettre autour d'une table et de trouver des points communs. C'est ce qu'on fait en Belgique depuis toujours. Depuis l'existence de la Belgique, on travaille de cette manière.

Ce qui se passe en France, pour nous, c'est un plus sur la querelle. Nous avons évidemment l'extrême gauche qui est très présente, qui est le PTB, qui est présent également en Flandre et en Wallonie et à Bruxelles. Le PTB, c'est le Parti des Travailleurs de Belgique.

On est sur Steve Mélenchon, soutenu par la franc-maçonnerie gauche depuis bien longtemps, avec un centre d'études financé aussi par cette élite de gauche qui véhicule des idées wokistes, pro-LGTB, etc., etc., pro-laïcité, à outrance, qui en devient une religion. Puis, à droite, nous avons le mouvement réformateur qui est un centre droit comparable à ce que pouvait être l'UMP auparavant ou les Républicains aujourd'hui en France. Nous avons, après, des partis plus centristes comme Les Engagés en Wallonie.

C'est un parti qui est issu de l'ancien Parti social-chrétien, qui est le grand parti d'État belge historique qui a vraiment toujours été au pouvoir depuis l'après-guerre. Et puis, nous avons le Parti socialiste, bien évidemment, et les écolos. Qui existent aussi des deux côtés.

Donc, en Belgique, c'est une théorie de la coalition où, en fait, chacun vient avec ses idées et puis, au

final, on en fait une grande soupe et il n'en ressort jamais rien de très très bon. La soupe a plutôt mauvais goût en général. Mais, au moins, il y a un gouvernement.

Mais, au moins, les choses fonctionnent et les gens arrivent encore à se parler. Je pense que ça, c'est un gros problème de la France aujourd'hui. Alors, juste pour en revenir deux secondes, parce que je sais très bien que l'UPR a énormément d'adhérents, énormément de membres très actifs sur les réseaux sociaux.

Je partage totalement les idées de l'UPR. Je trouve que François Asselineau est un homme extrêmement intelligent, peut-être trop intelligent, et que, malheureusement, il n'a jamais su saisir les occasions qu'on lui a données lorsqu'il a fait des passages à la télévision. Je pense que les gens, aujourd'hui, ils n'ont pas besoin d'un professeur.

Les professeurs, les gens qui viennent avec leur savoir et qu'ils mettent sur la table et qu'ils montrent qu'ils ont l'air intelligents, on les a déjà avec les élus. On en a marre, on en a ras-le-bol de ça. Ce qu'il faut, c'est quelqu'un qui puisse porter les aspirations du peuple, que le peuple puisse le comprendre.

Et ça, c'est le gros problème de François Asselineau, c'est son manque d'empathie, de sympathie, et qu'il n'arrive pas à fédérer les foules. Et c'est normal, c'est normal. Et puis, il y a son passé.

Et Narres, travailler à Bercy, bon, c'est un peu compliqué, je pense, de se montrer proche des gens dans sa situation. Mais c'est tout. Mais sinon, je partage les idées, je trouve qu'elles sont positives, mais j'aurais agi autrement.

Et c'est ce que j'avais essayé de faire, justement, pour les élections de 2017, avec Dieudonné, c'était que j'avais voulu mettre en place une vraie structure pour aller aux élections présidentielles et pouvoir avoir ces petites capsules de quelques minutes pour pouvoir exprimer nos idées. Ça aurait été extraordinaire. Bon, Alain Soral a tout fait exploser en créant un mouvement politique qui n'a jamais existé, au final.

Mais voilà, vous avez beaucoup plus de démocratie en France qu'en Belgique. Et ici, ben oui, vous savez qu'en Belgique, on n'autorise même pas le président des États-Unis à s'exprimer sans censure. Je ne sais pas si vous vous imaginez ça.

[Intervenant 2] (38:55 - 40:35)
Ah oui, alors, expliquez Laurent deux choses, s'il vous plaît. Je ne voudrais pas qu'on s'écarte du sujet qui est vous et votre émission, mais quand même, très important, deux choses. Le Belge que vous êtes, avec les convictions politiques que vous êtes, avec le passé, on va dire un petit peu que vous êtes le parcours humain de l'homme qui nous intéresse aussi à chaque fois.

Vous nous dites deux choses. Nous sommes plus démocrates en France qu'en Belgique. On aurait peut-être tendance à dire l'inverse, parfois.

Beaucoup d'entre nous pensent qu'il y a bien longtemps que nous sommes plus en démocratie. Puis il y en a même comme nous et quand je dis nous, je parle de ceux qui sont proches de moi, notamment nos amis Kali et moi-même qui sommes des systémiques de la non-représentation. Nous pensons que nous n'avons jamais été en démocratie réelle et sérieuse, en tout cas.

Hormis ces considérations-là, j'ai deux questions qui me viennent tout de suite suite à ce que vous venez de dire et qui me semblent une évidence. D'abord, je constate qu'en Belgique, ce ne sont pas les maires qui cooptent les candidats présidentiels, ce sont les citoyens. Ce en quoi, moi, tout de suite, quand j'ai entendu ça, ce que je ne savais pas et ce que je découvre, je trouve que c'est une forme de démocratie beaucoup plus aboutie que celle que nous avons aujourd'hui avec les maires puisqu'on demande à des gens que nous élisons qui sont des représentants de choisir des représentants en plus.

Donc, on a deux niveaux de représentation alors que vous, vous avez un seul niveau et unique qui est

du citoyen qui choisit. Ça, c'est la première.

[Intervenant 1] (40:35 - 40:36)
Mais nous n'avons pas de président non plus.

[Intervenant 2] (40:37 - 41:15)
Oui, mais vous n'avez pas de président non plus. J'entends bien. Donc, c'est pour ça et c'est là où je voulais vous en dire si vous pouviez parce que je sais un petit peu quand même comment fonctionnent les choses en Belgique.

Je me fais exprès l'avocat du diable et en même temps le candide, c'est normal. Expliquez-nous quand même comment on fonctionne au niveau de... Une fois que vous avez expliqué l'offre politique et comment ça peut fonctionner à la base, comment est gérée est-ce qu'il y a un parlement ?

Ça, on le sait puisque vous avez été connu pour vos interventions en tant que couleur mais comment fonctionne exactement la démocratie ou la non-démocratie en Belgique ?

[Intervenant 1] (41:15 - 47:45)
Oui, évidemment, je vous vois très bien avec quoi vous parlez. Je parle de démocratie parce que donner la parole aux gens, aux candidats, c'est une démarche démocratique. Il n'en reste pas moins que ce que nous vivons n'est pas une démocratie.

Le concept dans lequel nous vivons n'est pas une démocratie à mon sens, à votre sens également. Ça, j'en conçois bien. Alors, ça fonctionne exactement comme chez vous au niveau belge sauf que nous faisons des coalitions, nous avons un gouvernement et que c'est le gouvernement qui impose les lois au Parlement, ce qui est une inversion totale d'un modèle démocratique logique puisqu'on dit toujours que le peuple est souverain en démocratie.

Ce n'est pas vrai puisque c'est le gouvernement qui est souverain dans les faits. Donc, voilà, on est toujours dans cette même logique. Ce sont des petits arrangements entre partis politiques qui déterminent qui sont les ministres et une fois qu'ils sont au gouvernement, le gouvernement, il impose les lois et les règles.

Ce qui nous vient de l'Union européenne doit être absolument toujours validé sans aucun débat, sans aucune question à poser. Donc, voilà, plus de souveraineté dans notre pays et pas de démocratie telle que nous la concevons. Ça, c'est une réalité à ce niveau-là.

Après, regardez, aujourd'hui, ce qui se passe en France avec le vote de confiance de François Bayrou, en soi, c'est un geste démocratique du Premier ministre puisqu'il demande la confiance du Parlement. Mais il a aussi dit quelque chose de très intéressant dans son intervention du jour. Il a dit, le problème, c'est que les partis politiques, ils divisent.

Et le général De Gaulle avait dit exactement la même chose. Les partis politiques, ils divisent. Et donc, on en est là.

Moi, je trouve qu'aujourd'hui, François Bayrou, on devrait l'applaudir. Mais on ne peut pas l'applaudir parce qu'il est aussi un des participants à l'endettement de la France. Mais il n'en reste pas moins qu'il a le courage du constat.

La France est en faillite virtuelle. Mais c'est clair. La Belgique est également en faillite virtuelle.

Mais il faut oser le dire. Et oser le dire, ça implique qu'après, on va prendre des décisions. Mais aujourd'hui, dans le système que l'on est, que l'on appelle démocratie, nous avons des partis politiques qui proposent leur programme.

c'est la foire au sol. C'est la grande braderie. Tout le monde va offrir le meilleur.

Mais on oublie une chose, c'est qu'en proposant, en proposant toujours des avantages, la dette, elle ne cesse d'augmenter. Et qui aura le courage un jour de dire qu'il va falloir la réduire et donc il va falloir faire des sacrifices ? Certainement pas les partis politiques parce que sinon ils vont se tirer une balle dans le pied et ils ne seront pas réélu, ils ne toucheront pas leur argent, leurs parlementaires vont perdre leur place etc.

Donc, c'est en ça que je viens avec l'idée qui est la mienne au sein de la révolution, c'est qu'il faut donner le pouvoir au peuple. Je ne vais pas dire « redonner » parce que le peuple ne l'a jamais eu. Sur ce point, je suis totalement d'accord avec vous.

Il faut donner le pouvoir au peuple parce que lorsqu'il y aurait des grandes décisions à prendre, seul le peuple est capable de prendre cette décision et de l'accepter. Mais aucun mouvement politique n'est en mesure aujourd'hui de gérer le pays avec sérieux et de manière raisonnable parce qu'il défend avant tout ses intérêts. Et les intérêts, c'est d'essayer de se faire bien voir, d'essayer des petites mesures comme en Belgique.

Il y a certains partis qui ont dit « Oh, vous allez voir, si vous en êtes élu, vous allez gagner 500 euros en plus par an. » Les gens les cherchent toujours parce que ce sont des intérêts qui ont été faits d'annonces qui ne sont suivis de rien. Et dans les faits, ils trouveront toujours une excuse pour expliquer pourquoi finalement les 500 euros, ça ne fait que 100 mais c'est toujours mieux 100 que 0 parce qu'il y a eu la guerre, parce qu'il y a eu ci, parce qu'il y a eu là et c'est jamais de leur faute bien entendu.

Je pense que France ou Belgique, on est dans la même logique. Oui, les systèmes ne sont pas les mêmes. Oui, on doit avoir des soutiens mais encore une fois, des soutiens de citoyens, des signatures, ça ne vaut que pour les nouveaux mouvements.

Si vous avez un mouvement politique qui est déjà représenté au Parlement national, vous n'avez besoin que de trois députés qui signent le document et vous pouvez aller aux élections. Trois députés, 5000 citoyens. Ça fait quand même une grosse différence.

C'est quand même pas très logique non plus sans compter qu'on est au Parlement. On vous donne la possibilité d'aller obtenir cette signature que 3-4 mois avant le début des élections. Enfin, 3 ou 4 mois avant les élections, la date de l'élection.

Donc, vous imaginez, c'est la course. Et donc, il y a certains mouvements qui font des fausses signatures. Enfin, bon bref, c'est la foi.

C'est quelque chose qui est assez, pour moi, c'est le bout d'une époque révolue en fait. Lorsqu'on a un nouveau mouvement, un nouveau mouvement politique, qu'est-ce qu'on nous emmerde ? Mais à tous les niveaux en fait.

Il faut coller les affiches. Mais comme forcément on n'a pas d'argent, nous n'avons pas des équipes qui tournons en permanence pour aller recoller les affiches sur lesquelles on a recollé des affiches d'autres mouvements. Parce que ça aussi, c'est un peu une différence avec la France.

En France, vous avez de beaux panneaux avec des grillages dessus où on met toutes les affiches de tous les candidats. En Belgique, nous n'avons pas ça. Dans chaque village, il y a 3-4 endroits où il y a des panneaux électoraux qui sont trop petits pour les listes qui sont présentes.

Et évidemment, les armadas des partis traditionnels ont des camionnettes qui tournent à longueur de temps et qui viennent coller sur vos affiches parce que vous, vous n'avez pas les moyens de faire tourner des camionnettes en permanence. Mais vous imaginez, on est en 2025, bon sang. On est en 2025 et on est encore là en train de devoir, pendant une campagne électorale, se focaliser sur une chose, prendre de la colle au magasin de bricolage pour aller faire le tour de tous les panneaux, de tous les villages, de chaque circonscription pour recoller des affiches qui seront quand même recollées 5

minutes plus tard.

Non, mais franchement.

[Intervenant 2] (47:46 - 48:00)
Deux mercis à les réseaux sociaux et d'autres façons de faire la politique de nos jours. Avant de continuer notre entretien, je vais essayer à nouveau de saluer Kali et de savoir si cette fois-ci il nous convient et si nous, nous pouvons l'entendre. Bonsoir Kali.

[Intervenant 3] (48:00 - 48:15)
J'espère que vous pouvez enfin m'entendre. Je vous en parlerai dans quelques petites minutes, mais ça a été, comme ces derniers temps, très difficile. Je pense avoir trouvé une solution technique qui permettra de pouvoir continuer.

[Intervenant 2] (48:16 - 48:47)
Parfait. Est-ce que tu aurais une première question éventuellement à poser à ce stade de notre rencontre avec Laurent-Louis concernant soit son parcours ou les propos qui auraient été tenus ou on continue dans le soi-disant pseudo-futur qui n'existe pas, d'ailleurs, puisque nous avons pris l'option avec Laurent de ne pas prendre de fil conducteur, mais de laisser évoluer les choses dans le cadre d'un entretien tout à fait classique. Est-ce que tu aurais une intervention à faire ?

[Intervenant 3] (48:48 - 49:38)
oui, possiblement, mais en fait, comme j'ai raté le début de l'émission, je ne sais pas très bien tout ce qui a pu se tenir. Sur les dernières minutes et les derniers propos de Laurent, il y a eu par Kali que j'ai entendu des choses et tu le sais, Stéphane, qui me plaisent énormément sur le fait qu'effectivement, nous ne sommes pas, on n'a jamais été en démocratie que ce soit en France ou en Belgique et d'ailleurs, personnellement, je pense que nulle part dans le monde sur les temps modernes, nous avons pu voir une démocratie fonctionnelle. Ce qu'il explique a totalement du sens et j'avais donc forcément des questions sur le côté systémique. Tu le sais, c'est aussi un petit peu mon leitmotiv et donc, je ne sais pas où vous en êtes de votre échange, mais j'avais effectivement moi des questions sous l'aspect beaucoup plus technique de l'application du projet du Parti Révolution.

[Intervenant 2] (49:40 - 52:10)
Alors, si tu le permets, je vais donc réserver pour la bonne poire tout à l'heure tes questions toujours très pertinentes et tes analyses fines. Je voudrais qu'on termine un petit peu même si on a beaucoup dévié du parcours de Laurent Louis parce qu'on n'a pas du tout, même si on a compris peut-être indirectement le pourquoi du comment, j'aurais aimé que dans le parcours qui est le vôtre, Laurent, on a vu votre engagement très fort qui vous a valu de nombreux ennuis judiciaires en ce qui concerne la pédocriminalité. Donc, on ne va pas revenir là-dessus puisque ce n'est pas le but de l'émission.

Par contre, j'aimerais savoir ce qui vous a amené, or, oui, la situation familiale que j'ignorais. Nous ne sommes pas intimes, nous n'allons pas faire les bons copains. Nous nous respectons, bien sûr, mais je ne connaissais pas du tout l'origine de votre belle famille et de votre enfant d'adoption.

donc, peut-être que c'est à la fois l'origine et une des raisons, mais pas forcément celle-ci. Ça m'intéresse beaucoup dans un pays qui est quand même très communautarisé. C'est moins qu'on puisse dire que ce soit, alors, je ne parle pas de notre pays, je parle de vraies communautés culturelles.

On sait très bien comment fonctionne la Belgique, on ne va pas s'étendre là-dessus. Nous expliquez pourquoi, à un moment donné, vous avez créé un parti islam et quelle est cette démarche qui vous a poussé à prendre un risque, parce que c'est un risque. Et encore un petit peu moins à l'époque, mais aujourd'hui, vous avez bien vu comment les communautés sont stigmatisées et comment j'allais presque dire une forme de pouvoir en place prend un malin plaisir de mettre en avant le fameux adage divisé pour mieux régner.

Donc, plus notre société sera communautarisée et plus, bien évidemment, l'unité du peuple et donc

l'unité des mots de carte sera mise à mal. Alors, expliquez-nous quel est le fondement et pourquoi vous êtes rapproché de l'islam jusqu'à porter le nom de votre parti qui je suppose devait être un acronyme ou je ne sais pas. J'aimerais bien que vous nous parliez de ça parce que ça me semble très intéressant.

[Intervenant 1] (52:12 - 1:01:34)
Islam, ce n'est pas moi qui l'ai créé. C'était un mouvement politique qui existait, qui était là, bien présent. Et donc, je vous remets ça dans le contexte.

C'est un peu compliqué de comprendre ça, mais voyez, lorsque je suis arrivé au Parlement, je suis un produit du système. J'ai travaillé pour le mouvement réformateur. Le mouvement réformateur, c'est le parti de droite traditionnel.

Il est au pouvoir, il est au gouvernement. Aujourd'hui, c'est un parti politique de pouvoir. Et donc, je crois tout ce que les médias racontent.

Donc, pour moi, je suis dans cette logique qu'il faut être contre les musulmans, etc. Je tiens à des discours dans le style du Rassemblement national. À l'époque, pas de Zemmour, mais du Rassemblement national.

Je prends des claques au Parlement parce que je me rends compte que cette démocratie qu'on m'a vendue, moi qui suis là maintenant, au sein de cette pseudo-démocratie, n'en est en réalité pas une. Je vois en fait que tout n'est que cinéma. Je vois que les médias sont manipulés.

Je vois que les médias ne disent pas exactement ce qui se passe lorsque l'actualité se vit. Je la vis, l'actualité. Et donc, je vois comment les médias transforment cette réalité que je vis et je prends des claques.

Et donc, j'évolue petit à petit. Et donc, au départ, j'étais extrêmement sévère à l'encontre de l'islam et des musulmans. Pourquoi ?

Parce que je ne les connaissais pas. C'est l'ignorance. C'est le fait que jamais un musulman dans ma vie ne m'avait tendu la main pour me dire « Viens, essaye de voir ce que nous on pense et après tu feras ta propre idée.

» C'est le mouvement islam qui, lorsque j'étais totalement stigmatisé dans les médias en Belgique, m'a tendu la main. Mais il n'y avait pas que ça. Au même moment, ce mouvement islam prenait de l'ampleur.

Surtout dans une ville comme Bruxelles où il y a une énorme communauté musulmane qui ne cesse de se développer avec des quartiers qui sont en majorité musulmans aujourd'hui avec, par exemple, des prénoms musulmans qui sont aujourd'hui les prénoms les plus donnés aux enfants à Bruxelles. C'est une réalité. Je ne dis pas qu'elle est mauvaise, je ne dis pas qu'elle est bonne, je dis que c'est une réalité.

On doit donc vivre tous ensemble parce que le système veut nous diviser. Moi, je veux travailler avec tout le monde, travailler pour faire en sorte que le peuple s'unisse contre le pouvoir. Et donc à ce moment-là, qu'est-ce que je vois alors que je suis au Parlement ?

Tous les mouvements politiques disent qu'il faut interdire le mouvement islam. Il faut l'interdire. Il faut empêcher ce mouvement d'exister.

Mais moi, je me dis mais ce n'est pas démocratique. Vous ne pouvez pas interdire un mouvement politique s'il est soutenu par les gens. Il a le droit d'exister.

Qu'est-ce que vous êtes, vous, pour dire celui-là, il a le droit d'exister, celui-là, il n'a pas le droit d'exister ? Encore en plus, quand on est dans un pays où pendant 100 ans, le pays a été dirigé par le parti social chrétien, quand même, à un moment donné, si on autorise un parti chrétien, on autorise un parti musulman, je ne vois pas le problème. Donc, comme je suis ostracisé et que quand on me connaît, on

sait que j'ai un petit côté provocateur, tout petit, eh bien, je dis, ils ne veulent pas du parti islam, je vais le faire rentrer au Parlement.

Et c'est donc comme ça que moi, je me venge du système en faisant rentrer au Parlement le parti islam. Mais ce n'est pas tout, évidemment. Ce mouvement est un mouvement qui, pour moi, ne posait aucun problème.

Oui, certains membres étaient peut-être un peu trop extrémistes, peut-être trop religieux, d'accord. Mais je voulais aussi, moi, jouer le pont, faire le pont entre les communautés, parce que la plus grosse difficulté que nous avons dans nos pays, je pense que la France, c'est la même chose, les communautés vivent en vase clos et ne se rejoignent pas, ne se partagent pas. Ils n'apprennent pas à se connaître.

Et donc, tout ça, ça fait le jeu du pouvoir en place. Et donc, j'ai rencontré des musulmans, j'ai compris qu'elles étaient leur valeur, j'ai compris qu'elles étaient totalement proches des miennes et on s'est dit, on va travailler ensemble. Et donc, voilà comment cette histoire est née.

Et puis, évidemment, le système a tout fait exploser. Il y a eu des querelles, enfin bon, bref. À un moment donné, j'ai quitté l'islam pour créer Debout les Belges.

Et vous savez quoi ? L'islam faisait peur à tout le monde parce que les gens pensaient, ceux qui ont un peu d'a priori, que le but de l'islam, c'était d'instaurer la charia. J'ai repris exactement le même programme avec Debout les Belges, ça n'a fait peur à personne, sauf au pouvoir en place, évidemment.

Mais les gens n'ont pas vu de problème par rapport au programme de Debout les Belges, mais il était exactement le même que le programme d'islam. Vous voyez un peu, ça aussi, c'est une question d'éducation. Les gens, il faut gratter un peu.

Il faut aller plus loin que les a priori, plus loin qu'un nom d'un mouvement social, on n'en veut rien dire, un nom. Il faut aller plus loin que même un programme. Ce qui compte, c'est les personnes, en fait, qui portent des idées.

Parce qu'un programme, des partis politiques, tout ça, on peut raconter n'importe quoi. Mais ce que l'on ne peut pas trahir, c'est qui l'on est vraiment. Si on regarde quelle est la personne qui porte telle ou telle idée et que cette personne est bonne, je pense que ça, ça en veut dire beaucoup.

Il faut dépasser tous les a priori que l'on peut avoir. Voilà pourquoi, pourquoi l'islam. Et puis, par la suite, après, j'ai rencontré mon épouse, etc., etc. Mais en soi, les deux choses ne sont absolument pas liées. Aujourd'hui, je ne suis pas un extrémiste d'extrême droite, mais je pense qu'on doit travailler ensemble. Et c'est le but, en fait, de vous les Belges quand je le crie, c'est unité et réconciliation nationale.

Réconciliation nationale, très important pour créer une cohésion, que ce soit entre les francophones et les néerlandophones, puisque nous ne partageons rien, aucune culture commune, mais aussi avec les différentes communautés de notre pays. Et les deux, pour nous, une grande communauté, c'est la communauté musulmane et la communauté congolaise. Et donc, voilà, moi, j'ai toujours été le lien, j'ai été soutenu par énormément de Belges d'origine congolaise, encore aujourd'hui, avec des discours qui ont marqué la communauté.

Je suis soutenu beaucoup par les musulmans d'Elgypte, mais, voilà, ça ne change pas qui je suis, ça ne m'empêche pas de vouloir défendre la culture belge. Et vous savez, au sein du mouvement Révolution, on a des personnes qui sont issues aussi de l'immigration, même si elles sont même nées en Belgique. Nous avons des candidats qui portent, ou des responsables, pardon, qui portent le voile.

Ça choque énormément sur les réseaux sociaux. Je ne comprends pas cela parce que, dans notre constitution en Belgique, la liberté de culte est garantie. Et si on garantit la liberté de culte, ça veut dire qu'on doit pouvoir porter une croix, qu'on doit pouvoir porter le voile si on est musulman.

Je ne vois pas où est le problème. Mais des fois, un petit bout de tissu, ça braque totalement les gens et ça les effraie tout simplement parce qu'ils ne le connaissent pas, ils ne le connaissent pas. La fille, elle n'a même jamais ouvert la bouche que des gens la détestent déjà.

C'est extraordinaire quand même. Par contre, nos dirigeants qui sont là depuis des années, ils ont moins de rancœur par rapport à eux alors que c'est eux qui les mènent véritablement dans une situation catastrophique et qui entraînent notre pays dans le gouffre. Donc, voilà un peu mon histoire par rapport à l'islam.

Et aujourd'hui, par rapport à la communauté musulmane, juste si vous me permettez, j'ai compris aussi qu'on stigmatisait cette communauté parce que c'est encore une communauté qui est à la fois qui croit en quelque chose et qui défend surtout des valeurs comme la solidarité et la famille. Deux choses qui sont extrêmement combattues aujourd'hui par tous les mouvements wokistes et LGTB où c'est assez dramatique, l'éducation sexuelle des enfants, par exemple, en Belgique, ça s'est développé de manière considérable un peu sur le modèle français. Et les premières au front ont été les mamans musulmanes à se lever contre ça parce que nous, c'est presque une insulte aujourd'hui de dire qu'on est croyant quand on est belge, blanc.

On ne peut pas dire qu'on est croyant, qu'on croit en Dieu. C'est quand même incroyable. On veut défendre notre culture mais en attendant, nos églises sont vides et on les transforme en bed and breakfast ou en bibliothèque.

Voilà ce qui devient de nos églises. Et alors, on croit que défendre notre culture, ça va être de combattre le voile. Non, c'est de s'unir pour avoir porté des valeurs.

Et ces valeurs entre les différentes religions, elles sont communes. Et donc, encore une fois, c'est fait pour diviser.

[Intervenant 2] (1:01:36 - 1:01:46)
Parfait. Écoutez, merci encore une fois, Laurent, de votre transparence et de votre discours très clair sans ambiguïté que certains partagent. C'est difficile d'être très court.

[Intervenant 1] (1:01:47 - 1:01:48)
Oui, je sais bien.

[Intervenant 2] (1:01:48 - 1:02:02)
Il y a beaucoup de choses qui amènent. Vous avez une forte capacité à la concision tout en développant les choses de façon suffisante pour qu'on puisse les prendre. Alors, justement, aller au plus vite puisque vous avez des obligations.

Il me reste une petite demeure.

[Intervenant 1] (1:02:02 - 1:02:05)
Ne vous inquiétez pas, on n'est pas 10 minutes près.

[Intervenant 2] (1:02:06 - 1:04:23)
Avec, bon, je vous remercie, avec, avant d'attaquer, donc, dans la dernière partie de cette émission, donc, votre programme historique du mouvement, etc., je voudrais juste que vous nous précisiez une petite chose. Quel est le rapport à la laïcité en Belgique par rapport au rapport à la laïcité en France, qu'il soit de façon institutionnelle gravée dans le marbre, éventuellement, de la législation ou pas ? Il serait intéressant de savoir ça puisque après ce que vous nous avez dit, vous savez bien, par exemple, en France, nous avons des quasi-intégristes de la laïcité qui, d'ailleurs, font de la laïcité ce qu'elle n'est pas historiquement, ce qui est, encore une fois, un dévoiement idéologique et politique et qui, alors que la laïcité devrait être rassembleur comme la citoyenneté transversale, finit par opposer, encore une fois, diviser, en tout cas, dans notre pays, c'est ce que je constate et que je déplore puisque, à la base, on pourrait considérer que la laïcité peut être un bon concept comme le respect des communautés.

Vous parliez de la communauté musulmane et congolaise en Belgique. On sait très bien que, dans notre pays, les plus fortes communautés sont les communautés musulmanes et juives dans des proportions complètement différentes mais qui, malheureusement, ont un problème avec le vivre ensemble même si ce mot d'origine américaine dans certaines sphères est décrié. En tout cas, on est confronté à ce genre de problématiques.

Ce n'est pas, de ma part, un jugement de valeur, c'est juste un constat. Moi, je ne posisse pas et nous essayons dans notre mouvement d'être, nous avons tous nos convictions personnelles et parfois complètement radicales, presque opposées mais nous travaillons exclusivement sur notre citoyenneté donc la question est simple, quel est le rapport à la laïcité puis après, nous allons attaquer sur le mouvement Révolution. Comment vous faites votre programme ou pas ?

Bref, on va rentrer dans le vif du sujet dans la promotion de votre activité. Expliquez-nous la laïcité en Belgique s'il vous plaît.

[Intervenant 1] (1:04:23 - 1:04:39)
La laïcité, on essaie de copier le modèle français mais avec quand même beaucoup moins d'ardeurs. En France, il n'y avait, je pense, aucune élue qui porte le voile. Il me semble.

En tout cas, ça ne se voit pas.

[Intervenant 2] (1:04:39 - 1:04:40)
c'est interdit par notre législation.

[Intervenant 1] (1:04:42 - 1:06:18)
Je trouve ça pas normal personnellement. Je trouve ça pas normal. En Belgique, nous avons la liberté de cul qui est garantie par la Constitution.

Après, c'est vrai que dans la fonction publique, comme on appelle ça, dans les administrations, il y a normalement le principe de la neutralité qui est appliqué mais bon, nous avons beaucoup d'élus qui portent le voile au niveau des mairies, au niveau des parlements. Ça ne pose pas de problème. sur ce point-là, c'est ouvert.

Par exemple, on n'est pas du tout sur le modèle anglo-saxon où nous pouvons voir des policiers avec des turbans ou avec un voile. Ça n'existe pas en Belgique. Vous savez, la laïcité, pour moi, c'est une religion d'infra-maçonnerie.

C'est une religion qui est une religion sans valeur où on accepte tout. Demain, on accepte de se marier avec son pot de chambre. C'est un problème pour moi parce que qui dit laïcité, finalement, pour moi, c'est la religion du néant.

C'est la religion où on ne croit en rien, où tout est possible. Et donc, moi, je suis un adversaire de la laïcité. J'estime que chacun a le droit de vivre sa religion comme bon lui semble et j'estime qu'il a le droit de la montrer.

Pourquoi ? Parce que pour moi, c'est une preuve de transparence. Je préfère une élue qui porte le voile et qui montre très clairement qu'elle a la foi et qu'elle est musulmane que quelqu'un qui se dit totalement démocrate mais qui, en secret, est infra-maçon.

Vous voyez ?

[Intervenant 2] (1:06:18 - 1:06:56)
Voilà, moi, je préfère cette transparence-là. Excusez-moi, je vous interromps. Vous parlez, alors là, vous parlez de la franc-maçonnerie.

C'est un sujet qu'on ne va pas éviter parce qu'on s'interdit aucun sujet, mais ce serait hors-sujet, malheureusement. Et puis, le temps nous est apparti. Effectivement, vous avez vos convictions et vos versions de la laïcité.

Je dois l'avoir vue de mon front. Ce n'est pas tout à fait vu comme vous le voyez, mais ce sont aussi vos convictions et, encore une fois, je ne fais pas le porte-parole de mes quelconques convictions personnelles. J'essaie d'être plus neutralité.

[Intervenant 1] (1:06:56 - 1:07:50)
Après, je ne suis pas un professeur de la France et je ne maîtrise pas tout ce qui s'y passe, mais je vois un peu comment ça fonctionne et, sincèrement, peut-être qu'un problème qui existe en France, c'est que vous avez aussi un fossé énorme qui se crée entre la population et le monde politique et je crois que le monde politique n'est pas du tout à l'image de la population et qu'elle ne porte pas non plus ses valeurs. Et puis, vous avez aussi laïcité, OK, mais on a des mouvements comme la France Insoumise qui, aujourd'hui, surfent sur le communautarisme à fond et qui créent aussi, à mon sens, un énorme danger puisque c'est la politique du chaos qui est menée qui n'est pas spécialement ce que je prône, mais après, là, on rentre dans des considérations.

C'est bien que la laïcité, elle est sacrée en France.

[Intervenant 2] (1:07:51 - 1:09:11)
Non, non, elle n'est pas sacrée. En tout cas, pas pour nous, il n'y a rien il n'y a pas de sujet tabou et d'aucun pourrait vous répondre à l'opposé que les gens qui défendent les imées de l'amour et le constat d'un grand remplacement éventuel et la possibilité éventuellement que tous les musulmans soient sous taqiyah comme tous les juifs pourraient être sous une forme de taqiyah. On entend tout et parfois n'importe quoi.

Je voudrais qu'on évite ce sujet pour ne pas en parler parce qu'on fera certainement une émission dédiée au communautarisme qui est un sujet explosif, on va dire, mais je considère que là, aujourd'hui, c'est au détriment de la promotion de votre mouvement et donc nous allons attaquer là-dessus. Donc, avant que de laisser la parole à Khalil et de poser ses questions, ce qui me permettra de pouvoir soulager un peu ma voix parce que, comme vous le voyez, je supprime le micro de temps en temps parce que j'ai des quintes de tout horrible. Veuillez m'excuser si, par hasard, je n'arrive pas à gérer cela pour vos oreilles si je vous l'erreille par avance.

Je m'en excuse. Pouvez-vous rapidement nous expliquer la genèse du mouvement Révolution ? Je vais partager le site internet pendant que vous parlez et je vais laisser Khalil enchaîner derrière et reposer un petit peu mes organes vocaux.

Merci.

[Intervenant 1] (1:09:13 - 1:19:28)
Sans problème. Donc, la genèse de Révolution c'est le constat selon lequel nous ne vivons pas en démocratie. D'ailleurs, il suffit de reconnaître ce qui se passe aujourd'hui en France pour moi est un navet d'échec.

Lorsque vous avez le Premier ministre qui vient devant le Parlement et qui dit « Nous avons une dette qui est abyssale que chaque seconde qui passe c'est 5000 euros qui s'ajoutent à la dette », ça veut dire quoi ? C'est un constat d'échec. Les politiciens, les partis politiques, ils ont échoué.

Nos pays sont dans une situation catastrophique. La question de la dette se pose parce que c'est une question qui est objectivement très intéressante parce que c'est clair, nos pays sont en faillite virtuelle. Mais cette dette est-elle légitime ?

C'est déjà une question importante. Devons-nous assumer le poids de la dette puisque ce sont des décisions qui ont été prises de manière autoritaire par des personnes qui disposent de très peu de

représentativité politique. Surtout si on se bat sur le système français où finalement celui qui est élu est élu par 20% de la population.

Donc, j'ai constaté que nous ne vivions pas en démocratie, j'ai constaté que tout était manipulé, mais j'ai constaté aussi que lorsque j'ai utilisé la technologie blockchain pour me sauver de l'ostratisme, ça a fonctionné. Mis à part les articles de presse noséabonds à mon encombre, personne n'a pu m'interdire de fonctionner. Et donc, je me suis dit que je dois trouver le système qui va permettre d'ailleurs d'être cohérent et de travailler que ce soit d'un point de vue professionnel comme c'est mon cas aujourd'hui, mais aussi d'un point de vue politique avec une cohérence.

Et c'est pour ça que j'ai mis en place la logique de la souveraineté financière au niveau professionnel et la logique de la souveraineté politique au niveau du mouvement révolution. On ne pourra pas me reprocher de ne pas être cohérent. Je suis extrêmement cohérent en la matière et je pense que la technologie blockchain aujourd'hui qui est une technologie qui est totalement incontrôlable, infalsifiable, qui n'est pas manipulable permet au peuple d'obtenir la possibilité de supprimer les parlements et les partis politiques.

Beyrou le disait également, le général de Gaulle l'a dit également, les partis politiques créent la division puis on est dans une forme de surenchère. On a des problèmes que l'on doit régler mais on ne veut pas les régler parce que les régler c'est impopulaire. Si c'est impopulaire on a un impact direct sur les partis politiques.

Donc j'estime que le seul organe qui est capable aujourd'hui de prendre les décisions qui s'imposent c'est le peuple parce que le peuple est suffisamment intelligent pour comprendre qu'il y a des choses qui doivent changer et que lui est le seul maître puisqu'il est souverain pour pouvoir imposer ses décisions. J'ai entendu toutes sortes de choses. J'ai entendu le président de la chambre en Belgique donc du Parlement en Belge me dire le Parlement est souverain.

C'est une erreur. Le Parlement n'est pas souverain. Le peuple est souverain dans une démocratie mais pas le Parlement.

Le Parlement il est quand même incroyable aujourd'hui en 2025 que nous soyons encore dans une logique où nous considérons que nous n'y connaissons rien en politique que nous n'avons pas les capacités intellectuelles de gérer le pays et que donc nous déléguons cette fonction-là à des individus soi-disant qui eux savent or ils ne savent pas du tout parce qu'aujourd'hui on élit au Parlement des gens qui n'ont absolument aucune connaissance. Vous êtes présentateur du journal télévisé en Belgique la place ensuite c'est député on en a déjà eu quatre c'est pas ce que vous imaginez donc Claire Chazal chez nous elle serait députée aujourd'hui peut-être députée européenne pour avoir une bonne pension après c'est pas possible de continuer comme ça et nous avons toujours des gens qui sont déconnectés de la réalité donc l'objectif c'est de faire prendre conscience aux gens qu'ils doivent sortir de cette logique où on leur a dit vous êtes des incompétents pour se dire nous sommes suffisamment intelligents que pour nous passer d'eux et donc avec une technologie telle que la blockchain nous pouvons mettre en place dès demain une véritable démocratie où le peuple sera vraiment soutenant où nous allons supprimer les partis politiques nous allons supprimer les parlements qui ne servent plus à rien regardez ce qui se passe en France on a des gouvernements qui se succèdent on vote ça ne change rien on ne respecte plus les idées des gens la parole des gens le vote des gens de toute façon en Belgique on le respecte encore moins puisqu'on travaille qu'avec des coalitions donc on supprime tout ça et avec une simple application sur son téléphone on peut voter proposer amender des lois qui sont évidemment travaillées aussi par un service législatif puisque nous avons un service législatif au niveau du Parlement national ces gens sont compétents connaissent les lois de la Constitution et peuvent donc aider les citoyens être au service des citoyens et avec la même application nous pouvons sur base de candidature avec des conditions évidemment à développer nous pouvons nommer le gouvernement sur base non plus de l'étiquette politique parce que vous ne connaissez pas ça en France mais nous lorsqu'on a un gouvernement et que dans ce gouvernement il y a six partis vous imaginez le chantage des tractations qu'il y a pour qu'un tel ait un poste important même s'il n'y connait rien et au final qu'est-ce qu'on fait ? On met un présentateur télévision à la tête du ministère des Affaires étrangères à un

moment voilà on a eu ça avec Adja Labib qui était présentatrice à la télévision nationale et qui est devenu ministre des Affaires étrangères elle n'a aucune connaissance et donc ça c'est pas possible on doit mettre à des postes clés des personnes qui savent de quoi ils parlent un enseignant doit être à l'enseignement un médecin doit s'occuper de la santé ça semble quand même cohérent un diplomate doit s'occuper par exemple des Affaires étrangères de la diplomatie du pays mais non ici on met des gens qui n'ont aucune compétence parce qu'il faut les caser leur trouver une place alors on a des ministres qui ont été ministre de la santé ministre de l'enseignement ministre de la justice et ministre de l'intérieur non mais franchement est-ce sérieux ?

Qui peut faire ça ? Qui peut maîtriser tous ces sujets ? Personne d'ailleurs il ne le maîtrise pas et du coup qu'est-ce qu'on fait ?

On paye des assistants des collaborateurs ou alors on paye des bureaux d'études comme ça ça se fait beaucoup en France on paye des bureaux d'études qui vont développer des plans et où la démocratie n'a rien à plus en fait donc ce gouvernement nommé par la population mais aussi avec des ministres qui doivent prendre des responsabilités c'est bien beau les promesses c'est bien beau d'avoir un programme il faut encore le respecter et avec cette implication imaginez que vous ne respectez pas vous avez un baromètre à côté de la personnalité vous êtes content le baromètre il monte vous n'êtes pas content le baromètre il descend certains ne peuvent pas continuer avec des gens qui sont soutenus qui ont un critère de satisfaction de 12% quand même pourtant c'est le cas aujourd'hui ils restent encore en place alors que tout le monde les déteste et qu'ils font du mauvais travail et bien donc on pourrait révoquer ces ministres et leur dire bye bye vous avez échoué on renvoie bien les travailleurs lorsqu'ils ne font pas bien leur travail les ministres on ne peut pas les renvoyer les ministres ils sont responsables de rien on a l'irresponsabilité ministérielle et on a en plus l'immunité parlementaire c'est intolérable quand même d'avoir cela ces gens qui sont aux plus hautes fonctions n'ont aucune responsabilité et bien moi je pense qu'il faut changer cela et pour changer cela il faut développer le programme qui est mis en place par Révolution qui est totalement novateur qui peut plaire ou ne pas plaire parce que c'est encore basé sur une technologie que les gens ne maîtrisent pas encore très bien mais qui pour moi c'est la solution de demain j'ai été le premier député à déposer une proposition de loi pour instaurer le tirage au sort des députés et la mise en place du référendum d'initiative populaire c'était en 2012 quand même on était loin des gilets jaunes et tout ça pourtant je l'ai déposé à cette époque là mais je pense aujourd'hui j'adore Etienne Chouard mais on peut aller beaucoup plus loin que le tirage au sort des députés pourquoi ? parce que vous savez on vit dans une société et l'être humain est tellement faible que si vous désignez quelqu'un pour deux ans après une semaine il sera corrompu par les lobbies surtout dans un pays comme la Belgique qui est la capitale de la franc-maçonnerie et des lobbies en tout genre à cause de la commission européenne qui est implantée dans la capitale et donc je me suis dit il faut sortir de ça parce que sinon c'est bien de critiquer et de dire qu'ils sont tous pourris ils sont pour moi tous pourris et tous corrompus parce qu'en plus ils mentent aux gens en faisant croire aux gens qu'on vit en démocratie alors que c'est pas le cas nous vivons dans une dictature déguisée mais c'est bien d'avoir une posture totalement poujadiste il faut aller plus loin et donc si je suis revenu en politique aujourd'hui parce que j'ai entendu le ras-le-bol de la population dès qu'un gouvernement est mis en place les gens veulent qu'il s'en aille on va pas continuer comme ça éternellement c'est l'échec du système ce que nous vivons en Belgique ce que nous vivons en France c'est l'échec du système de cette pseudo-démocratie parlementaire représentative et je pense que nous pouvons aller demain vers une démocratie totalement participative qui se serve des nouvelles technologies pour faciliter le processus mais également le sécurisme

[Intervenant 3] (1:19:28 - 1:20:18)
Alors ce qui est intéressant et d'ailleurs c'est révélé dans le chat par Cyril un de nos auditeurs c'est que finalement au-delà même des frontières les systèmes représentatifs qui ont eu une valeur au moment où ils ont été appliqués parce qu'il n'y avait pas justement de technologies qui permettaient autre chose sont aujourd'hui totalement dépassés et dans beaucoup de systèmes représentatifs la population commence à émettre effectivement le rejet de ces systèmes là et donc pour terminer effectivement cet échange moi j'avais des questions sur le côté systémique de l'organisation que vous voulez mettre en oeuvre et proposer avec Révolution Alors toujours Cyril nous pose d'ailleurs une question s'il est possible d'y répondre très rapidement quand vous parlez de l'application existe-t-elle déjà quel en est le

nom et si elle existe déjà et qu'elle a un nom est-elle open source ?

[Intervenant 1] (1:20:18 - 1:20:35)
Alors elle existe elle a été développée par l'association française Civic Power je ne pense open source ça me dépasse un peu mais je ne pense pas qu'elle soit disponible mais je sais qu'elle a déjà été utilisée dans certaines mairies en France pour des consultations populaires

[Intervenant 3] (1:20:35 - 1:22:31)
Très bien bon du coup on essaiera de trouver des ressources et de pouvoir les mettre en lien sur tous nos supports ensuite du coup c'est intéressant parce que vous avez abordé tout de suite le principe que même à travers un tirage au sort se posera un problème qui est celui de la corruption puisque on sait qu'il existe des forces économiques corporatistes qui vont toujours chercher à faire en sorte que leur positionnement soit favorisé du coup le principe démocratique la vraie démocratie n'est pas simplement un processus de scrutin et donc si effectivement donner le vote à l'association véritable et pas l'élection mais le vote comme vous l'avez expliqué aux citoyens est la base première d'une véritable démocratie elle n'est pas à mon sens en tout cas suffisante pour pouvoir se proclamer être véritablement une vraie démocratie globale du coup si dans votre programme et ce qui moi m'a vraiment séduit dans votre programme c'est le fait qu'il n'y a pas les fameux programmes type des partis politiques tel secteur telle proposition tel secteur telle proposition votre programme est on ne peut plus simple donner le pouvoir au peuple à travers une implication néanmoins se posent plusieurs questions tout d'abord le processus de mise en oeuvre de ce fonctionnement comment est-ce que vous comptez le mettre en oeuvre parce qu'il va falloir du coup travailler sur la constitution belge pour pouvoir faire en sorte de modifier le fonctionnement de votre société donc est-ce que vous partez sur un principe de constituante c'est-à-dire est-ce que vous appliquez un modèle que vous avez déjà vous rédigé que vous considérez être approuvé par les électeurs si jamais vous étiez élu comment vous comptez modifier la constitution belge et donc le fonctionnement de votre société

[Intervenant 1] (1:22:32 - 1:29:43)
alors évidemment j'utilise la voie politique parce que c'est une voie qui me permet de faire passer mes idées si demain je dois être élu sur base de ce programme tout seul je ne pense pas pouvoir faire grand chose bien évidemment le but n'est pas d'être élu le but n'est pas de courir après des postes députés je l'ai déjà eu moi ce que je veux faire c'est faire évoluer les consciences montrer aux gens qu'une autre voie est possible c'est vrai qu'on nous a toujours appris depuis l'école que nous vivions en démocratie et que c'était une chance extraordinaire mais le temps passe tout évolue autour de nous avant on s'envoyait des cartes postales aujourd'hui on se parle comme on se parle là à distance on dépasse beaucoup de choses on a évolué on utilise de l'intelligence artificielle c'est incroyable et notre système démocratique ne bouge pas il reste le même c'est pas normal il reste le même parce que ceux qui sont au pouvoir n'ont aucun intérêt à ce qu'ils changent évidemment mais on doit se poser la question de l'intérêt de la population avons-nous aujourd'hui intérêt à ce que le peuple puisse être souverain et décider oui parce que tout ce que l'on la dette telle qu'elle est aujourd'hui la dette en Belgique elle a doublé entre 2013 et 2025 elle a doublé en France elle a explosé c'est encore pire mais qui a demandé ça personne juste les dirigeants qui ont décidé et puis on nous fait culpabiliser en nous disant que c'est de notre faute donc le constat il est clair on ne peut pas continuer comme ça parce que la politique d'aujourd'hui n'est pas dans l'intérêt de la population alors le nom du mouvement s'appelle révolution je ne veux pas faire de coalition avec des partis pour avoir d'un pouvoir un poste ministériel ça ne m'intéresse pas je ne veux pas participer à cette plaisanterie que l'on appelle démocratie aujourd'hui alors évidemment si demain on doit aller aux élections on ira si demain on a des députés tant mieux ça nous permettra d'avoir de la dotation publique pour pouvoir encore promouvoir nos idées et pouvoir au sein de ce parlement vous savez selon ce dont je suis capable les mettre face à leurs responsabilités parce que évidemment on va dire de révolution que c'est un mouvement d'extrême droite mais comment pourra-t-on dire d'un mouvement dont le seul et unique programme est de donner le pouvoir au peuple que c'est un programme d'extrême droite comme vous l'avez dit je n'ai aucun autre programme nous n'avons pas de programme en matière économique socio-économique en fait nous n'avons pas pourquoi ce serait incohérent on ne va pas dire nous nous voulons donner le pouvoir au peuple mais attendez on va quand même vous dire quoi penser ah non ça c'est trop facile c'est totalement surréaliste c'est incohérent non non le programme de révolution il est uniquement

institutionnel on veut changer le système pour changer le système il faut une révolution une révolution des confiances que le peuple reprenne confiance en lui se rende compte que c'est lui qui a le pouvoir et que ce peuple impose le changement je ne veux pas couper des terres je veux juste éveiller les gens et leur montrer que quelque chose d'autre existe alors que faire petit à petit si le mouvement révolution prend de plus en plus de place et devient le refuge de tous ceux qui combattent le système et qui trouvent que les dirigeants ne travaillent pas dans l'intérêt de la population on va faire évoluer soit on va imposer le changement au niveau politique par petite dose ça se fera pas dès demain moi je travaille pour les générations futures je travaille pas pour moi mais on va pouvoir travailler à ce niveau-là peut-être imposer le référendum d'initiative populaire peut-être et à petite dose comme ça y arriver ou alors si la population en a vraiment ras-le-bol arriver à ce qu'il y ait une révolte qui impose un changement de système et donc qu'est-ce que l'on met en place bien évidemment une constituante il faut nettoyer tout ce qui existe simplifier les choses revoir la constitution retirer tout ce qui a été mauvais avec évidemment sur une base populaire avec des citoyens qui vont pouvoir se réunir sur quelle base il faut encore mettre ça en place évidemment j'imagine que dans ce cas-là il y a aussi des personnes comme les responsables de révolution qui pourraient intervenir tout en sachant qu'il est bien mis dans notre programme que nous le jour où nous arrivons à avoir mis en place notre objectif c'est nous sommes là pour avoir l'auto-dissolution du mouvement donc le mouvement on ne veut pas être la partie unique on n'est pas la Chine non non on veut juste mettre les choses en place aider la population à retrouver sa souveraineté et puis après disparaître si demain les gens veulent me faire confiance pour une fonction ou l'autre évidemment pas de problème mais c'est pas l'objectif en soi et c'est pas l'objectif d'avoir un gouvernement 100% en révolution pas du tout donc constituante poser les questions essentielles qui s'imposent premièrement pour la Belgique est-ce qu'on veut vivre ensemble Flamand ou Allons est-ce qu'on veut continuer à vivre ensemble parce que le séparatisme il y en a mal quand vous avez aujourd'hui un premier ministre qui refuse de chanter l'hymne national belge un ministre de la Défense Défense qui refuse de chanter la voix d'Anson c'est intolérable ça ne peut pas exister ces gens sont payés par qui par le pays quand même et ils refusent d'honorer le pays non on ne peut pas continuer comme ça donc première question est-ce qu'on veut vivre ensemble deuxième question la royauté tout ça référendum évidemment est-ce qu'on veut encore de la royauté est-ce qu'on veut encore avoir un roi dans notre pays est-ce qu'on ne veut pas aller vers un système présidentiel puis l'euro l'OTAN l'ONU toutes ces en réalisation qui existent est-ce qu'on doit encore y participer et pour ça le peuple doit être questionné parce qu'on lui a jamais posé la question on a aussi été d'accord pour dire nous on est les alliés de l'Ukraine mais qui est l'allié de l'Ukraine les dirigeants le peuple n'est pas l'allié de l'Ukraine moi tous les gens que je rencontre dans la rue qui sont pour la Russie vous voyez il y a un problème à un moment donné mais combien d'argent on n'a pas envoyé là-bas et maintenant on va mettre 200 000 chômeurs à la porte du chômage ils n'auront plus d'indemnités parce qu'on a envoyé trop d'argent en Ukraine parce qu'on a donné trop d'argent par rapport au COVID mais le peuple n'a jamais été demandeur de toutes ces mesures liberticides qui ont coûté de l'argent donc là un énorme problème et il est temps de poser la question au peuple et donc à partir du moment où la population a pris position sur toutes ces questions eh bien on gère le pays comme un bon père de famille on n'est pas obligé de voter des lois tous les trois jours et de complexifier les choses au maximum on les vote quand il y a quelque chose d'important sinon on a une constitution que l'on applique et que l'on respecte il y a suffisamment de lois qui existent et qui ne sont pas respectées les viols c'est 15 à 20 ans de prison un violeur aujourd'hui s'en sort avec 3 ans avec sursis alors on essaie de faire des lois qu'on ne respecte pas

[Intervenant 3] (1:29:43 - 1:32:45)
comme on arrive vraiment au bout de cette émission on est bien d'accord parce qu'en plus là on est sur une chaîne sur démocratie directe où ces sujets sont abordés depuis maintenant un an et nos auditeurs habitués savent très bien comment nous concevons le principe d'une constituante les temporalités longues nécessaires à cela ce qui est important pour nous parce que le but c'est que les auditeurs vous comprennent bien déjà c'est très clair vous êtes un parti par nécessité de pouvoir faire émerger cette pensée dans l'espace public qui est le vôtre en Belgique mais vous l'avez très clairement dit si ces idées viennent à pouvoir être mises en application votre parti n'a plus aucune nécessité il se dissolvera de lui-même maintenant pour qu'une constituante puisse se faire correctement pour qu'un processus démocratique puisse se faire efficacement il faut revoir comme je le disais pas seulement le principe du vote et du fait qu'il soit direct par les citoyens mais beaucoup de questions se posent est-ce que vous

vous avez déjà préparé des systèmes parce que si on rentre dans un processus constituant il va y avoir du coup des échanges interpersonnels dans des espaces le permettant et puis il va y avoir des échanges sur les espaces numériques médiatiques et autres et du coup il va bien falloir déjà préparer les échanges que nous allons devoir mener avec les républicains qui aujourd'hui sont en détention de tous les pouvoirs économiques médiatiques et donc il va falloir expliquer aux peuples par exemple que le système médiatique n'est pas démocratique quand aujourd'hui vous avez l'ensemble de la presse qui est détenue par des puissances financières qui n'ont pas les mêmes intérêts que ceux de la population il est évident que l'information est biaisée quand on a un système éducatif qui est tourné vers le fait de rendre les enfants exploitables par un système républicain et non pas les favoriser à l'émancipation intellectuelle ou d'autres natures il est évident qu'il y a des biais qu'il va falloir dépasser et ça ça nécessite une organisation pour l'économie vous l'avez abordé la Belgique a doublé son déficit depuis 2015 la France a doublé son déficit depuis 2010 en sachant que c'est un déficit qui avait mis en fait on est sur une exponentielle pour tout ce qui est déficit et c'est ce qui fait que c'est intenable parce que ceux qui savent un petit peu ce que c'est qu'une exponentielle on finit à être à 90 degrés on monte vers le ciel tout simplement et donc là aussi sur l'économie il va falloir éduquer nos concitoyens pour qu'ils puissent prendre les bonnes décisions parce que pouvoir décider c'est une chose mais être équipé pour décider ça c'est aussi une autre chose est-ce que sur ce plan-là vous avez aussi travaillé pour préparer le moment où les consciences seront suffisamment aguerries à nous écouter pour pouvoir justement être percutant face au camp d'en face qui lui ne cessera pas à faire ?

[Intervenant 1] (1:32:46 - 1:35:28)
Alors là je pense qu'il y a beaucoup de travail encore à faire on est déjà bien avancé mais là il y a encore beaucoup de travail à faire je pense qu'il faut prendre le temps de faire les choses convenablement moi je ne crois pas en une révolution en 5 ans je crois en quelque chose qui va prendre du temps et qui va se mettre en place je pense aussi qu'il faut qu'il y ait un mouvement mondial par rapport à cela je pense aussi je pense que ce sont des idées par exemple qui pourraient très bien être portées par quelqu'un comme Elon Musk par exemple si on veut opter pour l'efficacité réduire les coûts ce système là il n'est pas fait il faut aussi que ça déborde en France je ne pense pas que ce sera la Belgique toute seule qui fera changer le monde donc il faut déborder avec d'autres pays et qu'il y ait un vrai mouvement populaire à travers le monde qui défende ce système qui est quand même selon moi le seul système démocratique possible efficace qui peut être mis en place aisément après oui vous parlez des médias il est clair qu'aujourd'hui il faudra faire un grand nettoyage dans les médias ne plus avoir des organes de propagande mais des chaînes d'information de la véritable information ça ça va encore passer par la prise de conscience et il y aura beaucoup de choses à faire changer à ce niveau là il y a beaucoup de journalistes qui devront quitter parce qu'ils auront trahi non seulement leur profession qui est d'informer les gens parce qu'ils ne les ont pas informés ils ont fait passer leurs idées souvent imposées en plus par la direction et ce qui est totalement insupportable aujourd'hui donc oui non ça c'est un travail de très très long galin à mettre en place moi je suis ouvert aux idées je viens déjà avec la moitié du travail qui est là l'idée elle est là après la mise en place pratique c'est clair qu'on doit encore la développer à ce niveau là mais moi j'ai confiance en peuple en fait j'ai confiance à la population mais c'est vrai qu'on a en face de nous des monstres qui sont capables de tout qui ont tous les pouvoirs et qui ont beaucoup d'argent donc c'est toujours pour ça que j'ai utilisé le terme révolution révolution mais aussi évolution je pense que c'est l'évolution normale de notre système et révolution parce que ça va demander de la pugnacité de la part de la population pour ne pas se laisser faire pour ne pas encore se laisser berner et finalement être récupéré par un autre système qui sera encore une dictature qui ne dit pas son nom

[Intervenant 2] (1:35:30 - 1:36:28)
Alors les esprits chagrins cher Laurent vous répondrez que la révolution en astronomie c'est faire un tour sur soi-même mais on a bien compris dans quel sens bien évidemment vous y faites référence alors on va se diriger vers la fin avant de vous laisser le mot de la fin je me permets de faire une petite incise sans rapport quoique en vous parlant du report de l'émission que nous devions avoir avec Didier Maisto comme vous le savez qui fait partie de notre comité d'éthique et au sein de la commission d'enquête citoyenne avec Louis Fauchier qui devait être présent avec Didier dans le cadre d'un entretien des commissions d'enquête citoyenne que nous avons créé nous allons repousser pour des raisons évidentes d'actualité puisque vous n'êtes pas sans ignorer mon cher Laurent que le 10 septembre je ne

sais pas d'ailleurs c'est intéressant est-ce que le 10 septembre a un écho en Belgique ?

[Intervenant 1] (1:36:30 - 1:39:14)
Un peu sur les réseaux sociaux mais bon je ne pense pas qu'il y aura quoi que ce soit moi personnellement je ne suis pas favorable à ce genre de mesure ou ce genre d'action personnellement je ne veux pas que les gens se mobilisent mais à la base moi j'ai vu ce que c'était c'était ne pas consommer le 10 septembre alors bon c'est bien mais c'est pas efficace parce que ceux qui vont encore en payer le prix ce sont les employés de ces grandes surfaces de ces petits indépendants qui ne vont pas recevoir de paiement ou quoi que ce soit ou qui vont être mis en difficulté et c'est toujours la même chose nos manifestations aujourd'hui elles ont toujours eu en fait on n'emmerde qu'une seule cible c'est la population les dirigeants ne sont pas ennuyés par des manifestations ça il faut bien que les gens s'en rendent compte on peut mettre sur pied des mesures qui vont être très embarrassantes pour les politiciens empêcher les de sortir de l'assemblée nationale par exemple empêcher les de sortir de chez eux harceler les quand ils sont en rue pour que leur vie devienne invivable ça ce sont des mesures qui vont vraiment les ennuyer mais encourager les gens à ne pas consommer eux ils s'en foutent puisque leur projet c'est de détruire notre société c'est pour ça qu'ils sont en place c'est pour ça qu'ils sont payés et donc détruire notre société comme ils le font avec la dette continuons ne consommons pas mais ça ne va strictement rien changer on a vu le mouvement des gilets jaunes en soi il était extraordinaire ce mouvement pourquoi parce qu'il était spontané et qu'il est venu de la rue pour une préoccupation très importante l'essence le diesel à la pompe le prix et comment ça a été réprimé on l'a vu ça a été récupéré certains ont voulu faire de la politique comme les autres et voilà au final tout ça est tombé à l'eau et aujourd'hui le prix des carburants est plus élevé encore qu'il ne l'était au moment de la crise des gilets jaunes et tout le temps plus personne ne se plaît donc hors Belgique bon voilà il n'y a pas grand écho mais le Belge est quelqu'un qui manifeste quand même peu il me semble par rapport à la France et puis j'ai l'impression que ce mouvement est repris on regarde c'est repris fortement par l'extrême gauche avec les LFI Mélenchon c'est le chaos pour le chaos je préfère franchement une proposition comme nous menons avec l'évolution vraiment changer les choses ça je pense c'est plus constructif

[Intervenant 2] (1:39:14 - 1:43:18)
merci en tout cas de votre point de vue donc je vais vous parler de ça puisque dans le cadre de la réappropriation du pouvoir politique nous avons créé à la MDF une commission d'enquête citoyenne qui est qui a commencé dans un premier temps par s'approprier le fameux débat qui n'a pas eu lieu parlementaire sur la loi Falorni et nous avions donc invité dans le cadre de ces entretiens Louis Fouché qui fait et nous vous invitons à aller suivre les entretiens mortels que vous retrouverez à la fois sur sa chaîne Youtube mais que nous avons avec son autorisation bien entendu mis et suivi sur notre page dédiée à la commission d'enquête citoyenne et nous aurons aussi dans la foulée une intervenante Valérie Ferrier journaliste s'il n'en est de grande compétence qui a déjà d'ailleurs débattu avec Louis Fouché donc malheureusement nous serons obligés à cause de l'actualité Didier a forcément proposé de différer l'émission avec Louis Fouché comme maintenant c'est une commission d'enquête citoyenne qui est pour nous un petit peu comme vous le préconisez Laurent c'est à dire de donner à la fois la parole la réflexion le débat aux citoyens pour que nous puissions enfin avoir le droit de citer et nous allons aussi créer donc ce que nous allons appeler l'I2C qui est l'institut citoyenne de consultation qui voudra ni plus ni moins être le pendant des instituts de sondage qui comme vous le savez cher Laurent sont une fabrique d'opinion vous avez pu le constater je pense que il n'y a pas dans la Belgique ou la France de grande différence sur cette fascination qu'ont les politiques à pouvoir nous manipuler à travers notamment les sondages d'opinion donc nous vous tiendrons informés des prochaines émissions ce qui concerne les la commission d'enquête citoyenne qui encore une fois est une démarche qui s'approche tout à fait de la vôtre je vais vous donner cher Laurent le mot de la fin bien évidemment j'en profite pour saluer et remercier Kali qui a enfin pu réaliser techniquement son premier sa première pardon émission dans notre nouveau format vidéo et merci encore une fois pour la qualité et la pertinence de ces interventions et de ces analyses cher Laurent vous avez le temps que vous le désirez pour conclure et pour peut-être nous donner un rendez-vous ultérieur puisque comme avec toutes les listes citoyennes de France puisque nous avec la MDF nous essayons d'accompagner les listes citoyennes démocrates celles qui veulent donner chacune à leur façon et chacune différente en fonction de leur capacité à s'adapter aux communes donner voix de cité le capacité de consulter de décider d'abroger pour les citoyens au niveau municipal à ce titre là nous oeuvrons avec des émissions

récurrentes qui ne sont pas elles estampillées démocratie directe avec DS comme celle de ce soir mais qui sont plutôt estampillées à MDF et donc nous présentons des listes citoyennes de Nîmes de Montpellier bientôt de petits villages ruraux bientôt de cités de banlieues et nous donnons à chaque fois un rendez-vous pour un suivi donc de la même manière cher Laurent nous serons très satisfaits de pouvoir vous inviter soit dans le cadre d'un débat soit dans le cadre d'une émission commune où nous ferons le suivi et l'avancée car le citoyen et la démocratie qu'elle soit belge ou française elle est d'abord démocrate et donc les frontières doivent être à ce niveau là outrepassées Laurent le mot de la fin et encore une fois un grand merci avant de lancer le générique

[Intervenant 1] (1:43:19 - 1:49:11)
merci à vous mais écoutez je pense que on a parlé d'énormément de sujets on a tous des idées différentes sur une multitude de sujets c'est normal c'est ce qui fait que nous sommes un être humain doté d'un cerveau et nous sommes capables de réfléchir on est à l'encontre de ce que le système veut puisqu'aujourd'hui avoir un esprit critique finalement c'est être hors la loi c'est ne pas être dans le moule c'est dangereux moi je crois qu'avoir un esprit critique c'est très important c'est pour ça qu'au sein de Révolution je laisse la liberté de penser à l'ensemble de nos membres à l'ensemble de nos militants et de nos responsables j'estime que c'est logique quand on se bat pour instaurer une démocratie réelle participative il est normal d'accepter toutes les idées que chacun puisse les exprimer librement à partir du moment où on se réunit derrière une idée qui est universelle quelle que soit notre langue quelle que soit notre couleur de peau quelle que soit notre religion l'idée est universelle donner le pouvoir au peuple ne plus être à la botte des lobbies des sectes des castes de tout ce pouvoir occulte qui existe malheureusement et qui entraîne nos sociétés dans le gouffre actuellement donc donnons le pouvoir au peuple essayons de mettre de côté les égaux c'est ce que j'essaye de faire moi je tends la main à tout le monde quel qu'il soit et c'est vraiment l'objectif du Mouvement Révolution et je l'ai d'ailleurs indiqué au niveau de notre programme de notre objectif c'est de fédérer au maximum quelles que soient les idées des mouvements tout le monde n'aura peut-être pas notre cohérence qui est de se battre pour une démocratie directe le référendum d'initiative populaire certains voudront développer des programmes à côté économique immigration sécurité ok mais si on peut se réunir sur l'essentiel et travailler ensemble et former tous ensemble une une coalition de résistance non pas simplement pour se plaindre bêtement mais pour proposer une alternative crédible et bien je pense que c'est comme ça que nous allons pouvoir changer le monde dans lequel nous vivons pour ça ça demande de pouvoir travailler main dans la main d'essayer d'ignorer les différences de passer au-dessus de ce qui peut nous diviser a priori en se disant oh celui-là c'est un gars d'extrême droite je peux pas travailler avec lui c'est stupide oh celui-là il est trop d'extrême gauche non travaillons tous ensemble les les les partis politiques les religions tout ça ce sont des cases qui ont pour but de diviser la population diviser pour mieux régner moi je veux essayer de rassembler au maximum c'est pas en Belgique qu'on changera le monde je pense qu'il faut ouvrir le mouvement le plus possible le faire connaître avoir des idées qui viennent de l'extérieur qui viennent d'un peu partout bien évidemment mais surtout se rassembler avec une seule et unique volonté c'est de donner le pouvoir à la population le peuple n'a jamais eu le pouvoir il a toujours été dirigé je pense qu'aujourd'hui non seulement on est dans une période où tout le monde s'affirme tout le monde revendique ses droits et bien notre droit prioritaire c'est de ne pas devoir déléguer pour la chose la plus élémentaire le pays dans lequel nous vivons les lois qui sont votées quel est notre avenir quel sera l'avenir de nos enfants on n'a plus à déléguer ça à des incompétents irresponsables corrompus non on peut décider de ça nous-mêmes nous sommes suffisamment intelligents on va travailler en tout cas aujourd'hui à cette mission et toutes les personnes qui veulent nous aider sont les bienvenues j'espère qu'on aura de l'écho au niveau de l'information alternative d'ailleurs pour ça je vous remercie de m'avoir donné la parole la possibilité de m'exprimer parce que c'est rare j'ai essayé de diffuser au maximum bien évidemment de mon côté pour combattre la désinformation médiatique qui fait que certains m'ont considéré comme un mâle propre un gars totalement infréquentable en fait alors qu'en fait je ne suis qu'un simple brave type qui se bat pour permettre aux gens d'atteindre la souveraineté financière au niveau de mes activités professionnelles et la souveraineté politique avec mon engagement politique j'essaye d'être cohérent on est tous des humains on a nos qualités on a nos défauts je pense qu'il faut essayer de voir ce qui nous rassemble travailler main dans la main et donc en ça je vous remercie d'avoir de m'avoir permis de m'exprimer d'avoir permis de diffuser les idées du mouvement c'est un mouvement avec des idées qui sont totalement novatrices j'espère que les gens pourront passer au dessus de cette technologie blockchain

qui peut faire peur qui peut sembler bling bling parce qu'on parle de crypto-monnaie et ça n'a rien à voir ce n'est pas parce qu'on parle de blockchain que l'on veut demain imposer la crypto-monnaie à tout le monde ça n'a rien à voir au contraire c'est pas ça l'objectif il faut savoir que la blockchain c'est une technologie qui permet en fait de mettre sur pied ce genre d'application dont j'ai parlé qui n'est pas manipulable de l'extérieur d'avoir une transparence absolue ce que nous n'avons pas aujourd'hui quand on parle quand on vote on met son papier ou on vote électroniquement on n'a aucune peur on ne peut pas vérifier avec cette application on peut tout vérifier si vous avez voté blanc vous pourrez contrôler que vous avez bien voté blanc et que ce choix est respecté et donc voilà je pense que c'est primordial aujourd'hui on n'est ni de gauche ni de droite ni du centre pour simplement combattre la dictature actuelle et défendre la démocratie et le pouvoir du peuple par le peuple

[Intervenant 2] (1:49:12 - 1:49:21)
et bien amen si j'osais le dire puisque vous avez des convictions que vous n'avez pas cachées merci beaucoup Laurent de votre temps

[Intervenant 1] (1:49:21 - 1:49:23)
si Dieu peut me le remettre ce ne sera pas plus mal

[Intervenant 2] (1:49:25 - 1:49:59)
qui verra verra Kali je vous souhaite à tous à nos auditeurs un grand merci pour votre suivi et je vous souhaite une bonne soirée Kali merci encore pour ton intervention je vous donne rendez-vous la semaine prochaine et Laurent à très vite puisque nous vous suivrons avec grand intérêt et nous essayerons de diffuser les résultats que vous obtenez au fur et à mesure n'hésitez pas à revenir vers nous bonne soirée à tous et surtout n'oubliez pas le candidat c'est vous et le programme c'est vous au revoir à tous bonne soirée